

PREMIERE ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2009

Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 4 mars 2009
sous le numéro D.09-0095
Rectificatif du Document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 8 avril 2009

**La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de
l'Autorité des Marchés Financiers le 12 mai 2009 sous le numéro D.09-0095-A01.**

SOMMAIRE

ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE REFERENCE 2009

I.	CHAPITRE 2 : STRATEGIE DU GROUPE ET PRESENTATION DES ACTIVITES	3
	1.1 COMMUNIQUE DE PRESSE OU PRESENTATIONS RECENTS	3
	1.2 DECISIONS RECENTES DES AGENCES DE NOTATION SUR LES NOTATIONS DE SOCIETE GENERALE	13
II.	CHAPITRE 5 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	14
	2.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION	14
	2.2 DIRECTION GENERALE	15
	2.3 REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX	15
III.	CHAPITRE 9 : GESTION DES RISQUES	17
	3.1 INFORMATIONS FINANCIERES SPECIFIQUES – RECOMMANDATIONS DU FSF EN MATIERE DE TRANSPARENCE FINANCIERE	17
	3.2 COUVERTURE DES ENCOURS DOUTEUX	24
	3.3 EVOLUTION DE LA VAR DE TRADING	24
IV.	CHAPITRE 10 : ELEMENTS FINANCIERS	25
	4.1 RESULTATS DU 1 ^E TRIMESTRE 2009 (<i>COMMUNIQUE DE PRESSE DU 7 MAI 2009</i>)	25
	4.2 GESTION DES RATIOS PRUDENTIELS	50
	4.3 MISE EN PLACE DE LA REFORME BALE II (<i>DONNEES NON AUDITEES</i>)	51
	4.4 OPERATION EN COURS : AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE AUX SALARIES	53
V.	CHAPITRE 12 : RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE	54
	5.1 RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE	54
	5.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE	54
	5.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	55
VI.	CHAPITRE 13 : TABLE DE CONCORDANCE	56

Classements : les sources des classements sont mentionnées explicitement, à défaut, l'information est de source interne

I. CHAPITRE 2 : STRATEGIE DU GROUPE ET PRESENTATION DES ACTIVITES

1.1 COMMUNIQUES DE PRESSE OU PRESENTATIONS RECENTS

1.1.1 02 AVRIL 2009 : PRESENTATION SOCIETE GENERALE A LA CONFERENCE MORGAN STANLEY 'BANKS & FINANCIAL' DU 31 MARS 2009

Performances SG au T1-09 : impact de la crise, mais bonne résistance globale des résultats

■ Réseaux France

- ▶ Impact global du ralentissement économique sur les revenus

■ Réseaux Internationaux

- ▶ Bonne résistance de l'activité malgré l'impact des dépréciations des devises locales sur les revenus (et les coûts)

■ Services Financiers, Gestions d'Actifs et Services aux Investisseurs

- ▶ Activité pénalisée par la crise financière
- ▶ Mais résultat net légèrement positif

■ Banque de Financement et d'Investissement

- ▶ Taux et Financement & Conseil : excellent début d'année
- ▶ Actions : performances satisfaisantes

SG CIB : bon début d'année

■ Revenus clients : SG CIB met la priorité sur la relation client dans un environnement difficile

- ▶ **Taux, Change et Matières premières** : à nouveau de bonnes performances commerciales
- ▶ **Financement & Conseil** :
 - Hausse des volumes et accroissement de la part de marché de SG sur les marchés obligataires en euro
 - Bon positionnement sur les prêts syndiqués en zone EMOA
- ▶ **Actions** : performance opérationnelle satisfaisante, mais impact de la baisse des marchés
 - Impact des dividendes et de la corrélation malgré la bonne résistance des ventes de produits structurés
 - Produits de flux : performance raisonnable

■ Bons revenus de trading

- ▶ **Taux, Change et Matières premières** : favorisés par l'amélioration des marchés du crédit
- ▶ **Actions** : bonne performance

Part de marché marchés obligataires en euro - mars 2009

Jan 09 to March 20th				FY 2008		
Rank	Managing bank or group	Total €m	Share (%)	Rank	Total €m	Share (%)
1	BNP Paribas	32,232	9.1%	3	59,315	9.0%
2	HSBC	28,374	8.0%	5	51,644	6.5%
3	SG CIB	25,486	7.2%	7	41,515	5.3%
4	Deutsche Bank	25,400	7.2%	1	71,246	9.0%
5	RBS	21,789	6.2%	4	59,122	7.5%
6	JPMorgan	21,125	6.0%	9	36,521	4.6%
7	Barclays Capital	19,906	5.6%	2	61,402	7.8%
8	Calyon	17,707	5.0%	10	32,702	4.1%
9	UniCredit Group	12,752	3.6%	8	37,244	4.7%
10	Citi	11,600	3.3%	14	22,624	2.9%
Total		354,163	100%		791,115	100.0%

Source EuroWeek

Part de marché prêts syndiqués zone EMOA - fév. 2009

Jan-Feb 09				FY 2008		
Rank	Managing bank or group	Total \$ m	Share (%)	Rank	Total \$ m	Share (%)
1	BNP Paribas	8,947	8.5%	2	84,977	9.2%
2	Calyon	8,378	8.0%	3	51,346	5.6%
3	SG CIB	6,558	6.3%	7	40,794	4.4%
4	RBS	6,368	6.1%	1	94,788	10.3%
5	HSBC Holdings PLC	4,818	4.6%	6	42,499	4.6%
6	Santander	4,414	4.2%	11	28,730	3.1%
7	BBVA	4,004	3.8%	ns	ns	ns
8	Commerzbank	3,454	3.3%	ns	ns	ns
9	Citi	3,379	3.2%	5	48,023	5.2%
10	JP Morgan	3,035	2.9%	ns	ns	ns
Industry Total		104,577	100%		919,970	100%

Source IFR

SG CIB : stratégie et objectifs 2009-2011

■ SG CIB : axe clé de la stratégie du Groupe

- ▶ Fonds propres alloués maintenus à environ 25% du total « Fonds propres et survaleurs » alloués aux métiers

■ Forte orientation client

- ▶ Objectif : gagner des parts de marché dans un environnement post-crise
- ▶ Priorité aux clients stratégiques

■ Optimisation des ressources rares, amélioration du profil de risque

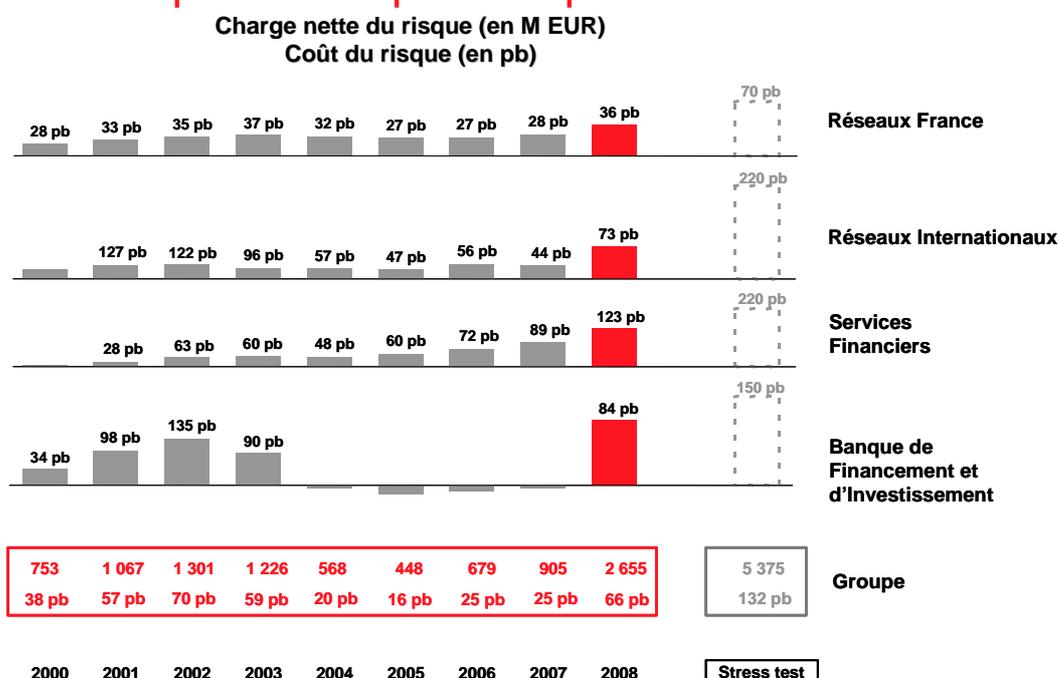
- ▶ Création d'une division Marchés de capitaux pour une meilleure répartition des fonds propres entre Actions et Taux
- ▶ Trading pour compte propre centré sur les expertises de SG CIB (arbitrage, avance technologique)
- ▶ Croissance des besoins en fonds propres pour les activités sur les marchés de capitaux

■ Accroissement du levier opérationnel

- ▶ Objectif de réduction des coûts
- ▶ Coefficient d'exploitation de 60% maximum
- ▶ Amélioration de la sécurité opérationnelle et du back-office

↳ Objectif de ROE (Bâle II) entre 17 et 20% en moyenne de cycle

T1-09 : coût du risque d'une ampleur comparable à celui du T4-08



Bonne capacité de résistance à un stress de crédit sévère

(Toutes les données figurant sur ce slide correspondent à des stress-tests et sont fournies à titre illustratif. Elles ne constituent pas des informations prévisionnelles)

■ Hypothèses de stress retenues

- ▶ « Résultat Brut d'Exploitation 2009 » le plus bas du consensus analystes en date du 30 mars 2009
(ne correspondant pas à une prévision de résultat)
- ▶ Croissance organique des RWA de 5%
(pas de croissance externe, effet volume et migration de rating)
- ▶ Coût du risque Groupe stressé : 132 pb
 - Prise en compte d'hypothèses propres à chaque métier
- ↳ Résultat Net part du Groupe 2009 de ≈ 0,4 Md EUR
(ne correspondant pas à une prévision de résultat)

	Consensus analystes (Projection la plus basse)
RBE	6,1 Md EUR
	Stress test de crédit (sur la base du consensus)
↗ Encours pondérés	+5% <i>effet volume & effet cycle</i>
Coût du risque stressé	132 pb sur un an (Bâle I) soit -5,4 Md EUR
RNPG stressé	0,4 Md EUR
Ratio Tier 1 Core Tier 1	8,9% <i>entre 6,3% et 6,8%</i>

↳ Ratio Tier 1⁽²⁾ de 8,9% à fin 2009 et Core Tier 1⁽²⁾ entre 6,3% et 6,8%

- ▶ Prise en compte du tirage auprès de l'Etat (3,4 Md EUR) ⁽¹⁾
- ▶ Hypothèse d'un taux de distribution de 45% en 2009
- ▶ Sensibilité du ratio Tier 1 fin 2009
+/- 500 M EUR de RBE ⇔ ≈ +/- 4 bp du ratio Tier 1⁽²⁾

(1) Part d'hybrides dans le Tier 1 de l'ordre de 27% (fonction du taux de distribution) si le choix se portait sur une deuxième tranche d'hybrides
(2) Bâle II

Ratio Tier 1 adapté au portefeuille de métiers et à l'exposition géographique

■ Ratio Tier 1 de 8,8% et Ratio Core Tier 1 de 6,7% à fin 2008 hors effet du floor⁽¹⁾

- ▶ Effet du floor : 34 pb
 - ↳ Ratio Tier 1 (yc floor) : 8,4% au 31 déc. 2008
 - Ratio Core Tier 1 (yc floor) : 6,4% au 31 déc. 2008
- ▶ Part du capital hybride de 23,7% au 31 déc. 2008

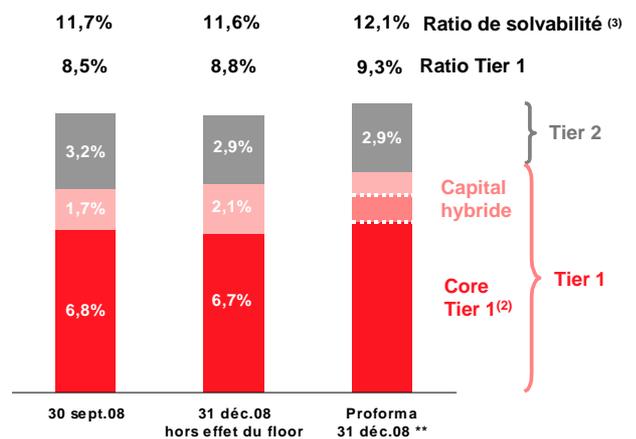
■ Bénéfice des mesures de renforcement des fonds propres par l'Etat

- ▶ 1^{ère} émission de 1,7 Md EUR de TSS souscrite par l'Etat en décembre 2008
- ▶ 2^{nde} émission envisagée (avant août 2009) de même montant et selon des modalités à définir

■ Proposition de distribution de dividende de 1,2 EUR

- ▶ Option de paiement du dividende en actions

Evolution du Ratio Tier 1 Bâle II*



* Hypothèse de Taux de distribution de 36% à fin décembre 2008

** Proforma 2^{nde} tranche d'Etat et hors impact du floor 2008

(1) Exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers

(2) Core Tier 1 : Tier 1 - Capital hybride

(3) Ratio de solvabilité : Tier 1 + Tier 2 - déductions prudentielles

SG CIB : Revue des actifs reclassés et des prévisions T1-09

■ Pas de nouvelle utilisation de l'amendement IAS 39 au T1-09

- ▶ T4-08 : Reclassement des actifs de grande qualité sur la base d'une analyse crédit : 23,5 Md EUR transférés
 - 90% des actifs reclassés depuis la catégorie d'actifs les plus risqués, comme exposé dans les Informations Financières Spécifiques

■ Nouvelles dépréciations d'actifs risqués à prévoir au T1-09

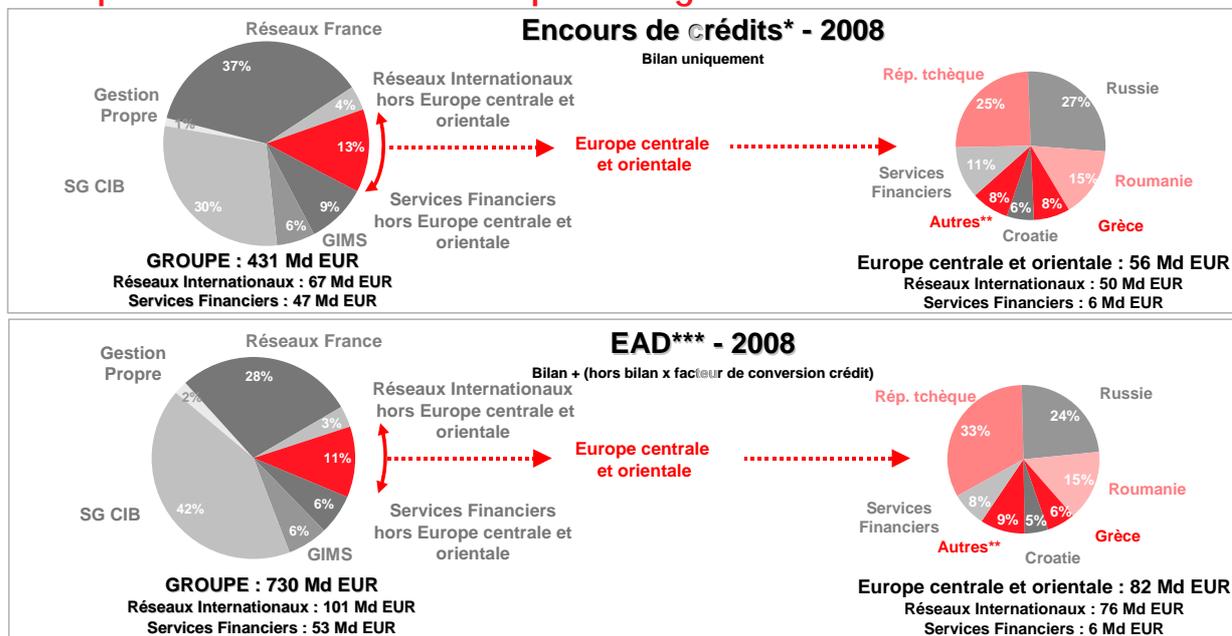
- ▶ Ajustements liés
 - Aux indices et aux niveaux de spread à fin mars
 - À la situation financière des rehausseurs de crédit
- ▶ Niveau gérable

Décomposition des actifs reclassés au T4-08

En Md EUR

CDO non couverts	2,7
CDO couverts et autres actifs	8,6
RMBS US	0,7
RMBS Espagne	0,4
RMBS UK	0,2
Actifs rachetés à SGAM	1,0
CMBS	7,1
<i>dont actifs précédemment inclus dans "Crédits Exotiques"</i>	6,5
<i>dont actifs vendus ou transférés par SGAM à SG CIB</i>	0,6
LBO	0,5
Actifs reclassés et disclosés dans les informations financières spécifiques	21,2
Autres actifs reclassés	2,3
Total des actifs de SG CIB transférés	23,5

Europe centrale et orientale: exposition gérable



* Crédits: clients, institutions financières, leasing ** Autres: Slovaquie, Serbie, Bulgarie, Géorgie, Albanie, Chypre
*** Données ajustées suite au rectificatif du document de référence 2009 déposé à l'AMF le 6 avril 2009

En dépit des incertitudes actuelles, SG reste un investisseur long terme en Europe centrale et orientale

■ SG Réseaux Internationaux : un acteur de longue date en Europe centrale et orientale

- ▶ 1999 : Roumanie, Bulgarie
- ▶ 2001 : République tchèque, Slovaquie
- ▶ 2004 : Grèce
- ▶ 2006 : Splitska (Croatie), Modra Pyramida (Rép. tch.), Bank Republic (Géorgie), 20% de Rosbank (Russie)
- ▶ 2007 : Mobiasbanca (Moldavie), Ohridska Banka (Macédoine), Banka Popullore (Albanie)
- ▶ 2008 : 57,57% de Rosbank détenus à fin mai

■ La plupart des acquisitions en Europe centrale et orientale présente des écarts d'acquisition faibles

- ▶ Ecart d'acquisition résiduel : 3 Md EUR au 31 décembre 2008

■ Les entités bénéficient du savoir-faire et du soutien de SG

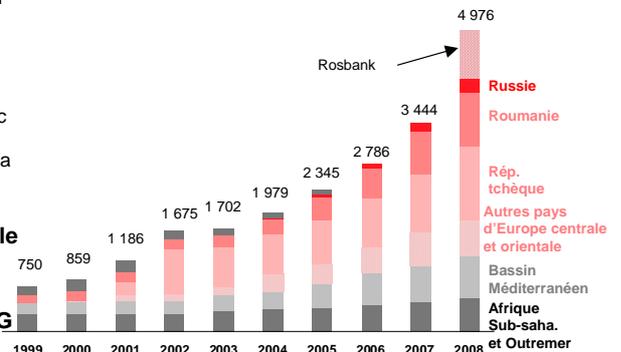
- ▶ Avantage de la marque SG et de son profil international
- ▶ Alignement total sur les valeurs, politiques et procédures du Groupe
- ▶ Surveillance centrale axée sur la gestion des risques et la performance financière

■ Indicateurs financiers solides en Europe centrale et orientale

- ▶ 75% du PNB des Réseaux Internationaux à fin 2008
- ▶ Ratio crédits/dépôts : 105% à fin 2008
- ▶ Amélioration constante du coefficient d'exploitation : 57% en 2008 contre 62% en 2003

↳ Des tendances long terme intactes : l'Europe centrale et orientale résistera aux inquiétudes court terme

Décomposition du PNB des Réseaux Internationaux (en M EUR)



Chiffres clés 2008	Réseaux Internationaux	Europe centrale et orientale
Implantations	40	17
Agences Effectifs	3 700	2 805
	63 000	48 809
Clients (en millions)	13	10
Encours de dépôts	61 Md EUR	44 Md EUR
Encours de crédits	63 Md EUR	46 Md EUR

Ralentissement économique dans l'Europe centrale et orientale : des disparités selon les pays

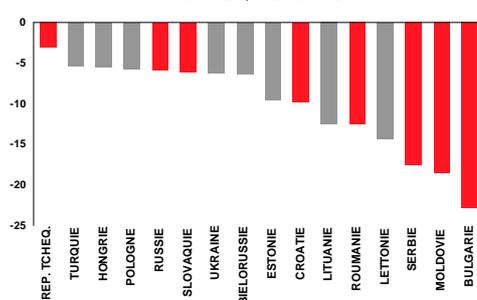
Taux de change contre l'euro

Source : Bloomberg



Déficit de la balance courante (en % du PIB)

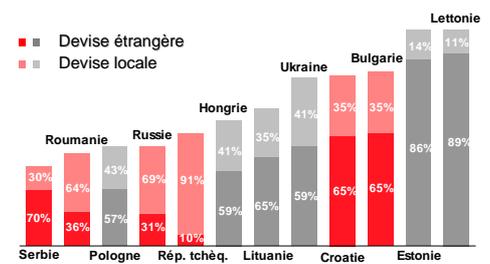
Source : EIU, estimations 2008



■ Présence des Réseaux Internationaux SG

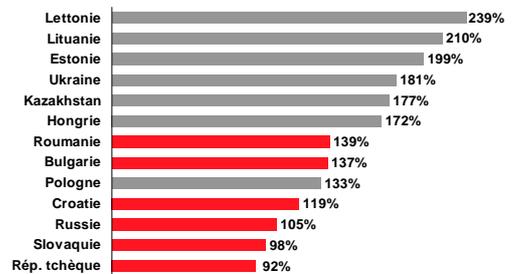
Crédits/PIB total (en %)

Source : Banques centrales, estimations 2008



Crédits/dépôts

Source : FMI, 2008



Komerční banka (Rép. tch.) : la plus importante exposition de SG en Europe centrale et orientale, dans un pays moins risqué

■ République tchèque : des fondamentaux solides, malgré une croissance sensible des exportations

- ▶ Les exportations représentent 70% du PIB
- ▶ Le secteur bancaire est très liquide : vaste base de dépôts et faible part des crédits en devise étrangère (10% des crédits totaux)
- ▶ Faible déficit courant : 3,1% du PIB 2008 (contre 10,1% en moyenne dans la région)

■ Komerční Banka : un acteur très résistant

- ▶ Rentabilité élevée et excellente capitalisation en 2008
- ▶ Sur-liquidité (ratio crédits/dépôts : 66 % à fin 2008)
- ▶ Très faible exposition aux crédits étrangers
 - 11% des crédits totaux, exclusivement accordés aux entreprises
- ▶ Objectifs 2009 :
 - Strict contrôle des coûts : programme de réduction des coûts en cours (10 à 12 M EUR par an) et gel des ouvertures de filiales
 - Maintien d'une rentabilité élevée grâce à la priorité donnée aux ventes croisées (5,5 produits/client à fin 2008, contre 2,5 en 2001)

■ Coût du risque

- ▶ 81 pb en 2008 (T4-08 : 156 pb)
- ▶ Capacité d'absorption des pertes : 537 pb (RBE/ encours pondérés moyens)

Résultats (1)

En M EUR	2002	2007	2008	Δ 08/07
Produit net bancaire	715	952	1 218	+15,3%*
Frais de gestion	(416)	(498)	(581)	+4,7%*
Résultat brut d'exploitation	299	454	637	+27,0%*
Coût net du risque	(31)	(31)	(102)	+192,8%*
Résultat d'exploitation	268	423	535	+14,7%*
Résultat net	195	319	421	+19,5%*
Résultat net part du Groupe	115	193	254	+19,8%*

Encours pondérés fin de période	5 322	11 139	12 601
Coefficient d'exploitation	58,1%	52,3%	47,7%
ROE après impôt	69,3%	55,3%	54,2%

Encours de crédits et de dépôts

En M EUR	CZ	dev. étr.	Total
Encours de crédits	89%	11%	13 653
- Clientèle privée	45%	0%	40%
- Clientèle commerciale	55%	100%	60%
Encours de dépôts	91%	9%	20 725
- Clientèle privée	45%	29%	44%
- Clientèle commerciale	55%	71%	56%

(1) Chiffres normatifs, 2002 en normes françaises
* A périmètre et change constants

BRD (Roumanie) : performances satisfaisantes malgré des limitations sur le crédit

■ Roumanie : crise systémique peu probable, malgré la présence de déséquilibres

- ▶ Des prêts du FMI et de l'UE d'un montant de 20 Md EUR devraient permettre d'atténuer les pressions sur la devise roumaine
- ▶ Le financement du déficit courant (par des IDE et le financement de filiales) réduit les risques de retraits brutaux de capitaux, car le pays se finance peu sur le marché obligataire.
- ▶ Le faible développement des marchés financiers intérieurs limite les positions spéculatives importantes.

■ BRD : rentabilité élevée

- ▶ Flexibilité des coûts : strict contrôle des dépenses opérationnelles
 - Gel des embauches depuis mi-2008, maintenu jusqu'à nouvel ordre
 - Objectif de réseau atteint, programme de finalisation mis en attente

■ Gestion des risques à la BRD : une approche prudente du crédit

- ▶ Faible dépendance à l'égard du financement sur le marché, avantage du soutien du Groupe
 - Ratio crédits/dépôts : 119% (contre ≈ 139% pour l'ensemble du secteur bancaire roumain)
 - BRD centre ses efforts sur la collecte de dépôts en euro et en devise locale
- ▶ Politique de crédit sélective : limitations très strictes sur les crédits en devises étrangères
 - Crédits en devises étrangères : 49% du total, contre 55% sur le reste du marché
 - Crédits à la consommation non garantis plafonnés à environ 12% du total
 - Baisse de la part de marché sur les crédits en devise étrangère depuis 2006

■ Coût du risque

- ▶ Faible niveau en 2008 : 41 pb (T4-08 : 61 pb)
- ▶ Capacité d'absorption des pertes : 483 pb (RBE/ encours pondérés moyens)

Résultats BRD (1)

En M EUR	2007	2008	Δ 08/07
Produit net bancaire	722	900	+37,1%*
Frais de gestion	(344)	(383)	+23,0%*
Résultat brut d'exploitation	378	517	+49,9%*
Coût net du risque	(34)	(48)	+54,4%*
Résultat d'exploitation	344	469	+49,4%*
Résultat net	258	370	+56,9%*
Résultat net part du Groupe	151	217	+56,7%*

Cooke Weighted Assets (EoP)	9 786	11 622
C/I ratio	47,6%	42,6%
ROE	48,4%	54,7%

Encours de crédits et de dépôts

En M EUR	RON	dev. étr.	Total
Encours de crédits	51%	49%	8 099
- Clientèle privée	48%	46%	47%
- Clientèle commerciale	52%	54%	53%
Encours de dépôts	61%	39%	6 784
- Clientèle privée	37%	54%	44%
- Clientèle commerciale	63%	46%	56%

(1) Chiffres normatifs
* A périmètre et change constants

Couverture des encours douteux*

	déc-05	déc-06	déc-07	juin-08	déc-08
Réseaux France					
<i>Créances douteuses / Créances brutes</i>	3,4%	3,3%	3,1%	3,0%	3,2%
<i>Taux de provisionnement des créances douteuses</i>	68%	59%	56%	54%	50%
Réseaux Internationaux					
<i>Créances douteuses / Créances brutes</i>	11,4%	7,6%	6,4%	5,8%	6,0%
<i>Taux de provisionnement des créances douteuses</i>	64%	71%	69%	69%	71%
Rosbank					
<i>Créances douteuses / Créances brutes</i>	-	-	-	4,4%	5,5%
<i>Taux de provisionnement des créances douteuses</i>	-	-	-	79,5%	105,5%
BSGV					
<i>Créances douteuses / Créances brutes</i>	0,3%	1,2%	0,8%	1,7%	2,1%
<i>Taux de provisionnement des créances douteuses</i>	100,0%	63,1%	89,1%	32,1%	29,4%
BRD					
<i>Créances douteuses / Créances brutes</i>	4,5%	3,9%	4,1%	3,0%	2,7%
<i>Taux de provisionnement des créances douteuses</i>	89,8%	64,5%	55,8%	69,9%	72,9%
Komercni Banka					
<i>Créances douteuses / Créances brutes</i>	3,7%	3,4%	3,1%	3,3%	4,3%
<i>Taux de provisionnement des créances douteuses</i>	63,8%	66,2%	67,7%	66,1%	57,4%
Services Financiers					
<i>Créances douteuses / Créances brutes</i>	6,8%	6,7%	7,0%	7,7%	7,0%
<i>Taux de provisionnement des créances douteuses</i>	50%	54%	54%	51%	51%
Banque de Fin. et d'Invest.					
<i>Créances douteuses / Créances brutes</i>	1,5%	1,0%	0,9%	1,4%	1,8%
<i>Taux de provisionnement des créances douteuses</i>	51%	50%	38%	51%	49%
GRUPE					
<i>Créances douteuses / Créances brutes</i>	3,9%	3,4%	3,1%	3,3%	3,5%
<i>Taux de provisionnement des créances douteuses</i>	62%	61%	58%	57%	56%

* Y compris établissements financiers, hors provisions sur base portefeuille

Indicateurs des principales filiales BHF M

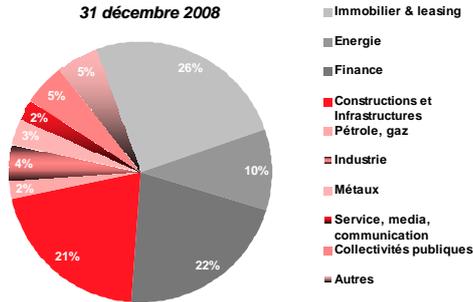
	Taux de détention	CWA ⁽¹⁾	Crédits ⁽¹⁾	Dépôts ⁽¹⁾	Crédits / Dépôts (en %) ⁽¹⁾	Situation nette part du Groupe ⁽¹⁾
 République Tchèque (KB)	60,35%	12 601	13 653	20 725	65,9%	841,0
 Russie (Rosbank)	57,57%	10 305	8 636	7 455	115,8%	556,1
 Roumanie (BRD)	58,54%	11 622	8 099	6 784	119,4%	372,6
 Maroc (SGMA)	56,91%	4 269	4 915	4 564	107,7%	242,2
 Grèce (GBG)	52,32%	4 393	3 989	2 507	159,1%	146,1
 Egypte (NSGB)	77,17%	4 316	3 704	4 741	78,1%	540,2
 Russie (BSGV)	100,00%	3 971	3 652	1 976	184,8%	186,8
 Croatie (SB)	100,00%	2 583	2 552	1 754	145,4%	358,8
 Slovénie (SKB)	99,69%	2 256	2 423	1 236	196,1%	215,3
 Bulgarie (SGEB)	97,95%	1 365	1 075	628	171,1%	103,6
 Réunion (BFCOI)	49,99%	1 170	1 506	1 408	107,0%	44,4
 Algérie (SGA)	100,00%	990	842	724	116,3%	66,7
 Serbie (SGS)	100,00%	1 112	501	412	121,5%	183,6

* Indicateurs à fin décembre 2008 - En M EUR

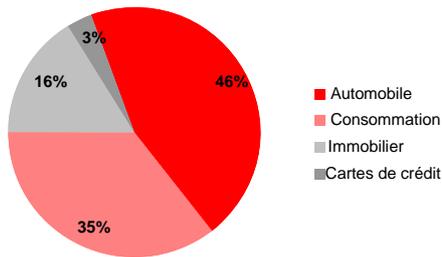
(1) les expositions présentées concernent l'ensemble des activités de la branche Réseaux Internationaux

Rosbank : Un profil de crédit équilibré

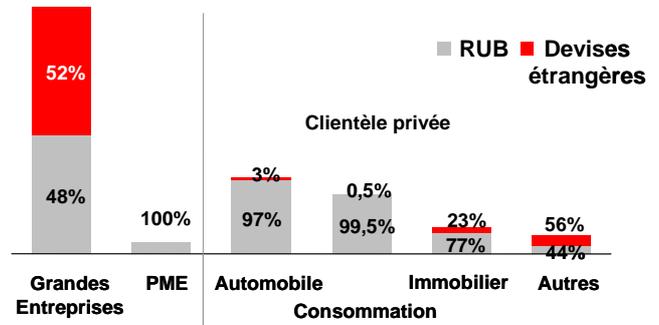
Une vaste clientèle d'entreprises* au 31 décembre 2008



Portefeuille de client détail* au 31 décembre 2008



Ventilation des prêts de Rosbank en rouble et en devises étrangères* au 31 décembre 2008

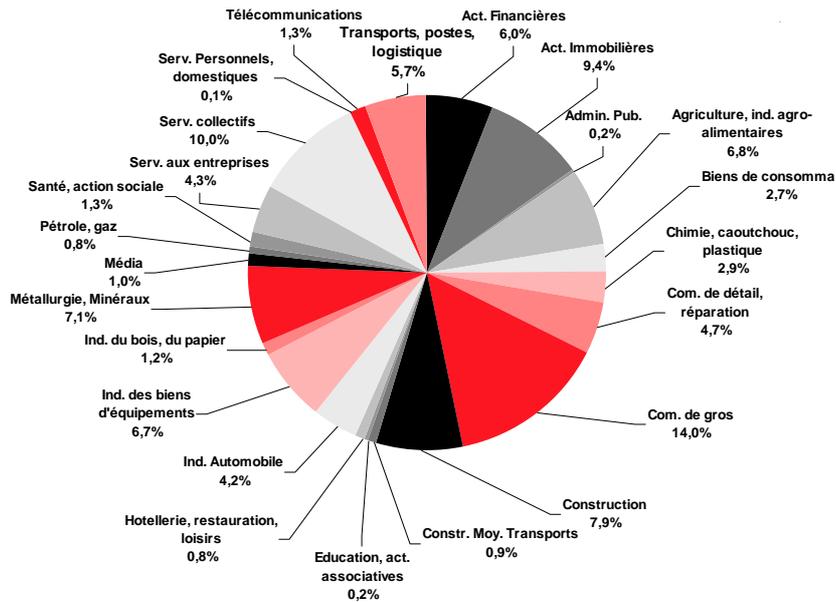


* Entité indépendante Rosbank, selon les principes comptables russes

Komerčni banka (Rép. tch.) : Engagements de financement

Ventilation sectorielle des engagements de financement de KB au 31 décembre 2008

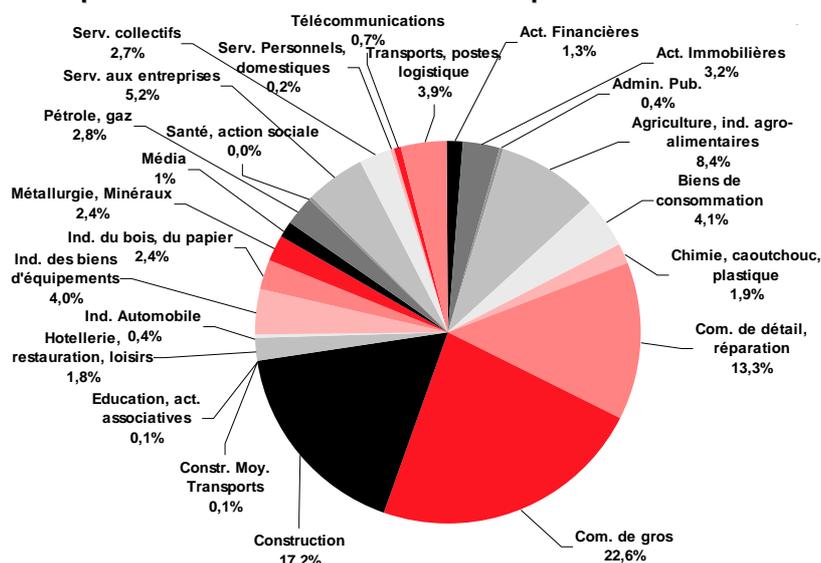
Exposition au taux de défaut des entreprises : 10 Mds EUR



BRD (Roumanie) : Engagements de financement

Ventilation sectorielle des engagements de financement de BRD au 31 décembre 2008

Exposition au taux de défaut des entreprises : 4 Mds EUR



SG CIB : Poursuite de la politique de réduction des risques

■ Efforts considérables depuis le début de la crise pour réduire la taille du bilan

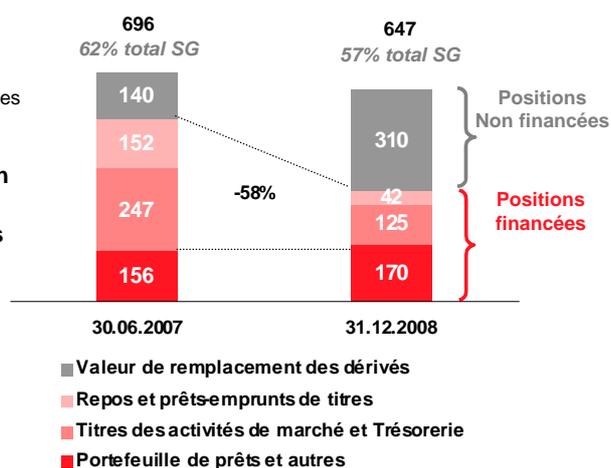
- ▶ Actions volontaristes de réduction des actifs risqués et des positions « Repos et titres » : -58% / T2-07...
- ▶ ... mais hausse mécanique de la valeur de remplacement des dérivés liée à l'écartement des spreads de crédit et à la baisse des taux d'intérêt : + 121% / T2-07

■ T1-09 : optimisation permanente de la gestion du bilan

■ Réduction de la taille des positions les moins liquides

- ▶ Maintien des positions lorsque nous possédons les savoir-faire nécessaires pour les gérer ; sinon, ajustement de l'échéance du refinancement associé
- ▶ Réduction/optimisation de l'écart de liquidité dans le cadre d'une approche de plus en plus prudente

Evolution des actifs de la BFI (Fin période - Md EUR)



* Estimation réalisée sur la base des principales différences IFRS / US GAAP

1.1.2 COMMUNIQUE DE PRESSE DU 27 AVRIL 2009 : DEMENTI : PRECISIONS DE SOCIETE GENERALE

Libération publie ce matin un article intitulé « l'autre scandale de la Générale », dans lequel il déclare que la banque est « au cœur d'un nouveau fiasco spéculatif », et que 5 milliards d'euros se seraient « envolés ».

1. De quoi s'agit-il ?

Cela concerne un portefeuille d'actifs de certains OPCVM gérés par SGAM AI, filiale de Société Générale Asset Management, devenus illiquides avec la crise financière de l'été 2007.

Il s'agit d'actifs européens qui n'ont rien à voir avec le subprime américain.

Ces actifs ont été cédés par la filiale à Société Générale maison mère pour une valeur totale de 11,2 milliards d'euros. Société Générale a décidé ainsi de supporter les effets de la crise sur ces actifs pour assurer la liquidité des fonds dans l'intérêt des clients porteurs de parts.

2. Des éléments sur lesquels le Groupe a déjà communiqué :

Ce qui est relaté date de 2007 et début 2008 et figure en toute transparence dans les comptes audités du groupe.

Société Générale, conformément aux recommandations des régulateurs, réalise un reporting exhaustif des actifs touchés par la crise financière, dans le cadre de sa communication au marché. Ce reporting fait, par ailleurs, l'objet d'une revue par les commissaires aux comptes et les régulateurs depuis plusieurs trimestres.

3. Démenti de la banque :

Le journaliste insinue que Société Générale aurait enregistré une perte égale à la différence entre le montant des actifs transférés au bilan et leur valeur au 31 décembre 2008. Ceci est faux, car une partie significative de ces actifs a été cédée entre temps, bien entendu contre paiement.

Les pertes et dépréciations avant impôts constatées sur actifs illiquides en 2008 s'élèvent au total à 274 millions d'euros dans les comptes de SGAM et à 1,2 milliard d'euros dans les comptes de SG CIB (au titre des actifs cédés à Société Générale) et ont été intégralement comptabilisées dans l'exercice 2008. Elles n'ont pas empêché Société Générale de dégager un profit de 2 milliards d'euros sur l'année 2008.

Le sous-entendu sur les 5 milliards « effacés » et sur la facture finale qui « pourrait atteindre les 10 milliards d'euros » est donc sans fondement.

1.1.3 COMMUNIQUE DE PRESSE DU 7 MAI 2009 : RESULTATS DU 1ER TRIMESTRE 2009

Voir Chapitre 10, page 25.

1.2 DECISIONS RECENTES DES AGENCES DE NOTATION SUR LES NOTATIONS DE SOCIETE GENERALE

Le 14 avril 2009, Moody's a confirmé sa notation à long terme Aa2 de Société Générale, assortie d'une perspective négative.

Le 7 mai 2009, Standard & Poor's a abaissé sa notation à long terme de Société Générale de AA+ à A+ avec une perspective stable.

Le 11 mai 2009, 2009 Fitch a abaissé la notation à long terme de Société Générale de AA- perspective négative, à A+ avec une perspective stable.

II CHAPITRE 5 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

2.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION

2.1.1 COMMUNIQUE DE PRESSE DU 6 MAI 2009

Le Conseil d'administration de la Société Générale, réuni le 6 mai a pris acte de la démission de Daniel Bouton de ses fonctions de Président et de son mandat d'administrateur. Il a rendu hommage à son action à la tête de la société depuis novembre 1997 et l'a nommé Président d'honneur.

Il a coopté Frédéric OUDEA, Directeur général depuis le 13 mai 2008, comme administrateur et a décidé de modifier la gouvernance de la société en vue de lui confier la présidence du Conseil lors d'un conseil qui se réunira le 24 mai à cette fin, conformément à l'article 13 des statuts de la société.

Dans l'intervalle, le Conseil a décidé de confier à F. OUDEA la direction de ses débats et la présidence de l'Assemblée Générale, qui se réunira le 19 mai prochain.

Monsieur A. WYAND, administrateur et président du Comité des comptes, a été nommé vice-président du Conseil d'administration.

Une Assemblée Générale sera convoquée ultérieurement en vue de ratifier la cooptation de F. OUDEA comme administrateur.

2.1.2 ADMINISTRATEURS

Lors du scrutin du 31 mars 2009, deux administrateurs représentant le personnel salarié de la Société Générale ont été élus. Il s'agit de Mme France HOUSSAYE et de M. Patrick DELICOURT. Leur mandat prendra effet à l'issue de l'assemblée générale du 19 mai 2009 et prendra fin à l'issue de l'assemblée générale 2012 qui se prononcera sur l'exercice 2011.

2.2 DIRECTION GENERALE

2.2.1 EXTRAIT DU COMMUNIQUE DE PRESSE DU 17 MARS 2009 : SOCIETE GENERALE ANNONCE QUE PHILIPPE CITERNE FERA VALOIR SES DROITS A LA RETRAITE

Philippe CITERNE fera valoir ses droits à la retraite à compter du 30 avril 2009 et remettra, en conséquence, son mandat de Directeur général délégué de la Société Générale à la même date.

A compter du 1^e mai 2009, la Direction générale du Groupe sera composée de Frédéric OUDEA, Directeur général, et de deux Directeurs généraux délégués, Didier ALIX, et Séverin CABANNES, ce dernier reprenant à sa charge les responsabilités de Philippe CITERNE.

2.3 REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

2.3.1 ATTRIBUTION D'OPTIONS EN FAVEUR DES MANDATAIRES SOCIAUX

MM. Bouton, Oudéa, Alix et Cabannes ont renoncé irrévocablement au bénéfice des attributions d'options décidées en leur faveur par le Conseil d'Administration du 9 mars 2009.

2.3.2 DECISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LA REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Le conseil d'administration a revu les conditions de rémunérations des mandataires sociaux. Celles-ci, dont les principales caractéristiques sont inchangées et décrites dans le document de référence 2009 pages 85 à 90, respectent les prescriptions du décret du 30 mars 2009 relatif aux conditions de rémunération des dirigeants des entreprises aidées par l'Etat ou bénéficiant du soutien de l'Etat du fait de la crise économique et des responsables des entreprises publiques, modifié par le décret du 20 avril 2009.

Part variable de la rémunération des directeurs généraux délégués au titre de 2008

Les directeurs généraux délégués, Didier ALIX, Séverin CABANNES et Philippe CITERNE ne perçoivent aucune part variable au titre de 2008.

Situation du directeur général, Frédéric OUDEA

Conformément aux engagements pris et aux recommandations AFEP-MEDEF, F. OUDEA a démissionné le 6 mai de son contrat de travail, qui était suspendu jusqu'à cette date. Il perd en conséquence le bénéfice du régime de retraite auquel il avait droit en tant que cadre salarié. Sa nomination future comme président-directeur général n'aura aucune conséquence sur ses conditions de rémunération décrites pages 85 à 90 du document de référence 2009.

Situation de Daniel BOUTON

D. BOUTON perd tout droit à rémunération à compter du 7 mai 2009. Aucune indemnité ne lui sera versée. Il conservera le droit au bénéfice de l'exercice de ses options de souscription ou d'achat d'actions, qui lui ont été attribués avant la fin 2007, et dont les prix d'exercice sont sensiblement supérieurs au cours actuel de l'action Société Générale. Il a droit à une retraite supplémentaire en tant qu'ancien salarié et mandataire social, retraite pour laquelle il a cessé d'acquérir des droits depuis le 13 mai 2008. Cette retraite ne lui sera toutefois versée que lorsqu'il aura atteint l'âge de 60 ans et liquidé ses droits à pension de la Sécurité Sociale. Compte tenu de la poursuite de certaines sujétions et conséquences de son ancien mandat social, il bénéficiera pendant un an d'un nombre limité de prestations du groupe, comprenant une voiture avec chauffeur, un bureau et un secrétariat.

Situation de Philippe CITERNE

P. CITERNE, qui a fait valoir ses droits à la retraite, est astreint à une clause de non-concurrence d'une durée de 18 mois. Cette clause s'applique pour toute activité dans une banque, une entreprise d'investissement ou une entreprise d'assurance françaises ou dans certains groupes bancaires européens. Pendant cette période, P. CITERNE percevra en contrepartie une indemnité égale à sa dernière rémunération fixe. En application des dispositions du Code du commerce, cet engagement sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

III. CHAPITRE 9 : GESTION DES RISQUES

3.1 INFORMATIONS FINANCIERES SPECIFIQUES – RECOMMANDATIONS DU FSF EN MATIERE DE TRANSPARENCE FINANCIERE

CDO non couverts exposés à l'immobilier résidentiel aux Etats Unis

En M EUR	CDO Tranches super senior		
	Portefeuilles L&R (4)	Portefeuilles AFS	Portefeuilles Trading
Exposition brute au 31/12/08 (1)	3 982	158	1 641
Exposition brute au 31/03/09 (1) (2)	4 150	164	1 681
Nature des sous-jacents	high grade (5)	mezzanine	mezzanine
Point d'attachement au 31/03/09 (3)	19%	8%	30%
Au 31/03/09			
% d'actifs subprime sous-jacents	45%	70%	73%
<i>dont originé en 2005 et avant</i>	27%	70%	61%
<i>dont originé en 2006</i>	11%	0%	6%
<i>dont originé en 2007</i>	7%	0%	6%
% d'actifs Md-prime & Alt-A sous-jacents	16%	10%	14%
% d'actifs Prime sous-jacents	19%	6%	9%
% d'autres actifs sous-jacents	20%	13%	3%
Cumul des pertes de valeur et dépréciations enregistrées en PNB ou Capitaux Propres (dont T1-09)	-1 338 <i>(dont +25 au T1-09)</i>	-40 <i>(dont -1 au T1-09)</i>	-925 <i>(dont -131 au T1-09)</i>
Cumul des provisions pour risque de crédit enregistrées en charge du risque (dont T1-09)	-58 * <i>(dont -58 au T1-09)</i>	-123 <i>(dont -3 au T1-09)</i>	—
% total de décotes des CDO au 31/03/09	34%	99%	55%
Exposition nette au 31/03/09 (1)	2 754	1	756

(1) Expositions au cours de clôture

(2) Les variations d'encours par rapport au 31/12/08 sont dues aux amortissements liés à des remboursements anticipés d'actifs sous-jacents.

(3) La variation des points d'attachement résulte :

- à la hausse, de remboursements anticipés au pair
- à la baisse, du défaut de certains actifs sous-jacents

(4) Hors un CDO non couvert suite à commutation mal classé au 31/12/08 car ne contenant pas de RMBS US (nominal : 93 MEUR, décote : 0%)

(5) Moins de 9% des portefeuilles sont constitués de sous-jacents mezzanine

* Provision collective enregistrée pour l'ensemble des portefeuilles de CDO de RMBS US en L&R

CDO de RMBS : hypothèses de valorisation et sensibilités, comparaison avec les indices ABX

■ Taux de pertes cumulées

▶ Subprimes

	2005	2006	2007
Hypothèses de pertes cumulées T4-08	11,0%	25,0%	27,0%
Hypothèses de pertes cumulées T1-09	13,0%	30,0%	36,0%

- ▶ Mid-primes et Alt-A : hypothèses de pertes prises à $\frac{2}{3}$ des hypothèses retenues pour les sous-jacents subprimes
- ▶ Primes : hypothèses de pertes prises à 14% des hypothèses retenues pour les sous-jacents subprimes

■ Décote de liquidité complémentaire retenue : stress de 10% des taux de pertes cumulées sur l'ensemble des actifs

■ Taux de décote : comparaison indices ABX

	Productions 2005	Productions 2006 et 2007	
		A et au-dessus	BBB & au-dessous
Société Générale	-83%	-95%	-98%
Indices ABX	N/A	-95%	-98%

■ Dépréciation à 100 % des sous-jacents de type CDO

■ Hypothèses de pertes totales pour le marché résidentiel US

- ▶ Fin mars et fin juin 2008 : environ 385 Md USD
- ▶ Fin septembre et fin décembre 2008 : environ 410 Md USD
- ▶ Fin mars 2009 : environ 500 Md USD

Sensibilité des taux de perte cumulées

sur le PNB	En M EUR
+10% pertes cumulées sur toutes les années de production	-98

Protections acquises pour couvrir des expositions sur CDO et autres actifs

■ Après d'assureurs monolines

En M EUR	Montant notionnel brut des instruments couverts	Montant notionnel brut de la protection acquise	31-mars-09	
			Juste valeur des instruments couverts	Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur
Protections acquises auprès de monolines				
Sur des CDO "marché résidentiel US"	5 887 ⁽¹⁾	5 887	3 894	1 993
Sur des CDO "hors marché résidentiel US"	3 308	3 308	2 590	718
Sur des CLO de Crédits Corporate	10 099	10 099	9 165	933
Sur des financements d'infrastructures & autres financements structurés	2 176	2 176	1 695	481
Autres risques de remplacement				1 275
			Total	5 401

(1) Dont 3,5 Md EUR de sous-jacent subprime
(Prêts originés en 2007 : 3 % 2006 : 19 %, 2005 et années antérieures : 78 %)

■ Après d'autres institutions financières

- ▶ Juste valeur des protections acquises d'autres grandes institutions financières (assureurs multilines et banques internationales) : 304 M EUR correspondant principalement à des « corporate bonds » et à des couvertures de CDO de RMBS structurés jusqu'à fin 2005.
- ▶ Autres risques de remplacement (CDPC) : exposition résiduelle nette de 0,8 Md EUR
 - Juste valeur de la protection avant ajustements : 1,1 Md EUR pour un nominal de 2,8 Md EUR
 - Ajustements de valeur au titre du risque de crédit : 379 M EUR

Protections acquises pour couvrir des expositions sur CDO et autres actifs : méthode de valorisation

■ CDOs sur marché résidentiel US

- ▶ Application des mêmes méthodologies et paramètres que ceux utilisés pour valoriser les CDOs non assurés

■ CLOs de crédits corporates

- ▶ Rating des tranches détenues couvertes par monolines : 87% AAA – 3% AA
- ▶ Répartition par rating des actifs sous-jacents : 13 % BB – 76% B – 11 % CCC et en deçà
- ▶ Taux de pertes cumulées sur 5 ans appliqués aux actifs sous-jacents :
 - Calibrés sur les occurrences les plus défavorables observées depuis 30 ans
 - Fonction des ratings des sous-jacents :
5% pour BBB – 17% pour BB – 31% pour B – 51% pour CCC – 100% en deçà
- ▶ Scénario de taux de pertes moyen sur les sous-jacents : 29 % après prise en compte de la maturité des actifs risqués
- ▶ Point d'attachement moyen : 29 % (34% après déduction de la trésorerie disponible dans le CLO)
- ▶ Scénario de dépréciation moyenne du portefeuille SG : environ 9 %

■ Autres actifs (CDO hors marché résidentiel américain, financements d'infrastructures et autres actifs structurés)

- ▶ Application de méthodes analogues à celle retenue pour les CLOs

Add-on de liquidité sur tous les actifs couverts, reflétant l'évolution des indices ou des spreads

Exposition au risque de contrepartie sur assureurs monolines (a) Couvertures de CDO et autres actifs

En Md EUR	31-déc-07	31-déc-08	31-mars-09
Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur	1,9	4,2	5,4
Nominal des couvertures achetées *	-0,6	-0,9	-1,0
Juste valeur de la protection nette de couvertures et avant ajustements de valeur	1,3	3,3	4,4
Ajustements de valeur au titre du risque de crédit sur monolines (comptabilisés sur la protection)	-0,9	-2,1	-3,1
Exposition résiduelle au risque de contrepartie sur monolines	0,4	1,2	1,4
Taux de couverture global sur juste valeur	77%	73%	75%

(a) Hors contreparties en défaut : ACA à compter de fin 2007, Bluepoint au 30 septembre 2008

* Le nominal des couvertures achetées auprès de contreparties bancaires a un impact « Mark to Market » de +407 M EUR au 31 Mars 2009, neutralisé depuis 2008 dans le compte de résultat.

Notation retenue la plus basse émise par Moody's ou S&P au 31 mars 2009

AA : Assured Guaranty, FSA

BB : CIFG, Radian, Ambac

B : MBIA

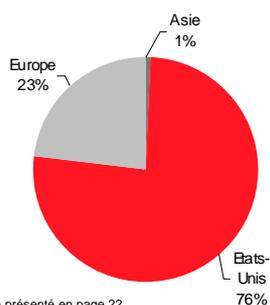
CC : Syncora Guarantee (dénommé XL Capital jusqu'en août 2008)

CCC : FGIC

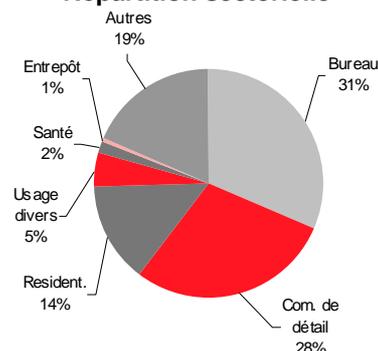
Exposition CMBS (a)

En M EUR	31-déc-08	31-mars-09				T1-09			
	Exposition nette (1)	Exposition nette (1)	Exposition brute (2) Valeur	%exposition nette	%AAA*	%AA & A*	Produit Net Bancaire	Charge du Risque	Capitaux Propres
Portefeuille d'actifs de trading	263	201	499	40%	9%	68%	- 61	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	261	217	361	60%	62%	36%	4	-	- 40
Portefeuille d'actifs de prêts	7 124	7 389	7 863	94%	96%	4%	93	-	-
Portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance	55	58	61	95%	72%	28%	0	-	-
TOTAL	7 705	7 865	8 784	90%	89%	9%	37	-	- 40

Répartition géographique *



Répartition sectorielle *



(a) : Hors « portefeuille de crédits exotiques » présenté en page 22

* En % du capital restant à courir

(1) Net de couverture et de perte de valeur

(2) Capital restant à courir des actifs avant couverture

Exposition à l'immobilier résidentiel américain : prêts résidentiels et RMBS

■ Société Générale n'a pas d'activité d'origination de prêts résidentiels aux Etats-Unis

■ RMBS « US » (a)

En M EUR	31-déc-08	31-mars-09				T1-09			
	Exposition nette (1)	Exposition nette (1)	Exposition brute (2)		%AAA*	%AA & A*	Produit Net Bancaire	Charge du Risque	Capitaux Propres
			Valeur	% exposition nette					
Portefeuille d'actifs de trading	4	- 56	469	NM	17%	9%	16	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	376	289	770	38%	12%	11%	1	- 65	- 13
Portefeuille d'actifs de prêts	704	715	817	88%	31%	24%	9	-	-
TOTAL	1 085	948	2 055	46%	21%	16%	27	- 65	- 13

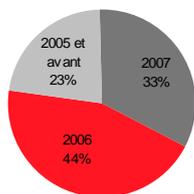
(a) : Hors « portefeuille de crédits exotiques » présenté en page 22

* En % du capital restant à courir

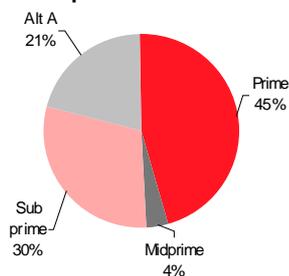
(1) Net de couverture et de perte de valeur

(2) Capital restant à courir des actifs avant couverture

Répartition des actifs subprime par millésime*



Répartition du portefeuille de RMBS par type*



Note : Société Générale détient un portefeuille de prêts mid-prime repris à l'occasion du défaut d'un originateur (292 M EUR en banking book net de dépréciations)

Expositions à l'immobilier résidentiel en Espagne et au Royaume Uni

■ Société Générale n'a pas d'activité d'origination en Espagne et au Royaume Uni

■ RMBS « Espagne » (a)

En M EUR	31-déc-08	31-mars-09				T1-09			
	Exposition nette (1)	Exposition nette (1)	Exposition brute (2)		%AAA*	%AA & A*	Produit Net Bancaire	Charge du Risque	Capitaux Propres
			Valeur	% exposition nette					
Portefeuille d'actifs de trading	107	53	187	28%	6%	65%	- 31	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	163	118	209	57%	40%	55%	1	-	- 38
Portefeuille d'actifs de prêts	346	339	384	88%	40%	60%	4	-	-
Portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance	17	12	12	100%	44%	56%	0	-	-
TOTAL	633	522	791	66%	32%	60%	- 26	-	- 38

■ RMBS « Royaume Uni » (a)

En M EUR	31-déc-08	31-mars-09				T1-09			
	Exposition nette (1)	Exposition nette (1)	Exposition brute (2)		%AAA*	%AA & A*	Produit Net Bancaire	Charge du Risque	Capitaux Propres
			Valeur	% exposition nette					
Portefeuille d'actifs de trading	70	36	268	13%	14%	77%	- 7	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	83	63	186	34%	51%	35%	0	-	- 12
Portefeuille d'actifs de prêts	143	138	149	93%	99%	1%	2	-	-
Portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance	17	17	18	96%	5%	95%	0	- 0	-
TOTAL	313	255	622	41%	45%	47%	- 4	- 0	- 12

(a) : Hors « portefeuille de crédits exotiques » présenté en page 22

* En % du capital restant à courir

(1) Net de couverture et de perte de valeur

(2) Capital restant à courir des actifs avant couverture

Conduits commerciaux (1/2)

■ Description des 4 conduits commerciaux sponsorisés par Société Générale par nature d'actifs*

En M EUR	Total des actifs	Nationalité des actifs	Répartition des actifs							Maturité contractuelle des actifs			Montant des CP émis	Notation des CP émis
			Prêts auto.	Créances commerc.	Crédits à la conso.	Prêts d'équip.	Autres prêts	RMBS	CMBS AAA	0-6 mois	6-12 mois	> à 12 mois		
ANTALIS (France)	4 051	Europe (1)	14%	81%	0%	0%	0%	0%	5%	81%	0%	19%	3 987	P-1 / A-1+
BARTON (Etats-Unis)	8 299	Etats-Unis (97%) Suisse (3%)	38%	7%	33%	8%	14%	0%	0%	7%	20%	73%	8 309	P-1 / A-1+
ACE AUSTRALIA (Australie)	1 099	Australie	0%	0%	0%	0%	11%	89% ⁽²⁾	0%	0%	0%	100%	986	P-1 / A-1+
HOMES (Australie)	1 337	Australie	0%	0%	0%	0%	0%	100% ⁽³⁾	0%	0%	0%	100%	1 342	P-1 / A-1+
TOTAL	14 786		25%	26%	18%	5%	9%	16%	1%	26%	11%	63%	14 624	

(1) Pays d'émission du conduit

(1) 40% France, 21% Italie, 16% Allemagne, 11% Royaume Uni, 7% Espagne, 4% Hollande, 1% Autres

(2) 96% AAA - 1% AA - 3% AA-

(3) 97% AAA - 3% AA-

- Depuis le 21 janvier 2009, SG n'a pas accordé de liquidité à ACE Canada à l'exception d'un tirage très limité (18 M EUR au 31 mars 2009) à travers une ligne de liquidité précédemment existante, qui doit être remboursée en 2009. A cette exception près, l'engagement de Société Générale dans ACE Canada est limité à celui de fournisseur de swap et d'intermédiaire financier.

Note: les RMBS des conduits sont notés, les autres actifs sous-jacents sont des actifs retail qui ne disposent pas de notation externe.

Conduits commerciaux (2/2)

■ Exposition au 31 mars 2009 de Société Générale en tant que sponsor de ces conduits (1)

En M EUR	Ligne de liquidité disponible accordée par Société Générale	Lettre de crédit accordée par Société Générale	"Commercial paper" détenus par Société Générale
ANTALIS (France)	5 340	400	21
BARTON (Etats-Unis)	10 021	225	0
ACE AUSTRALIA (Australie)	1 022	27	307
HOMES (Australie)	1 391	33	417
TOTAL	17 774	685	745

■ Conduits sponsorisés par un tiers (1)

- ▶ Total des lignes de liquidités disponibles : 0,6 Md EUR au travers de 6 conduits
- ▶ Total des « Commercial Papers » acquis : 0,2 Md EUR

(1) Aucune ligne de liquidité accordée par Société Générale n'a été tirée au T1-09

Dérivés de crédit exotiques

■ Portefeuille d'activités lié à une activité client

- ▶ Commercialisation auprès d'investisseurs de titres indexés sur le crédit de portefeuilles composés d'ABS
- ▶ Couverture de la protection de crédit ainsi générée dans les livres SG par achat du portefeuille d'ABS sous-jacents et vente d'indices
- ▶ Gestion dynamique de la couverture en fonction de l'évolution des spreads de crédit par ajustement du portefeuille d'ABS détenus, des positions sur indices et des titres commercialisés

■ Position nette en équivalent 5 ans : 0,3 Md EUR

- ▶ 0,6 Md EUR de titres cédés sur le T1-09
- ▶ Pas de reclassement comptable au T1-09
- ▶ Prise en compte partielle des couvertures monolines à hauteur de 49% suite à la dégradation de leur qualité de crédit
- ▶ Portefeuille résiduel composé à 67% de titres notés A et au dessus

Exposition nette en équivalent 5 ans long risque (en M EUR)

En M EUR	31-déc-08	31-mars-09
ABS américains	-3 028	178
RMBS (1)	-378	629
dont Prime	151	466
dont Midprime	390	868
dont Subprime	-919	-688
CMBS (2)	-2 825	-666
Autres	175	215
ABS européens	272	127
RMBS (3)	236	126
dont Royaume-Uni	239	160
dont Espagne	-1	-16
dont autres	-2	-18
CMBS (4)	16	-19
Autres	20	20
Total	-2 756	305

(1) Exposition nette correspondant à l'exposition en delta d'un portefeuille sous-jacent couvert de 1,9 Md EUR dont 0,5 Md EUR Prime, 1,1 Md EUR Midprime et 0,3 Md EUR Subprime

(2) Exposition nette correspond à l'exposition en delta d'un portefeuille sous-jacent couvert de 4,4 Md EUR

(3) Exposition nette correspondant à l'exposition en delta d'un portefeuille sous-jacent couvert de 0,19 Md EUR dont 0,13 Md EUR au Royaume-Uni

(4) Exposition nette correspondant à l'exposition en delta d'un portefeuille sous-jacent couvert de 48 M EUR

Portefeuille d'actifs repris de SGAM

■ Hors RMBS UK et Espagne, et CMBS compris dans les expositions présentées auparavant

(pages 19 et 20)

En M EUR	Portefeuille d'actifs de trading						Portefeuille d'actifs disponibles à la vente					
	31-déc-08	31-mars-09					31-déc-08	31-mars-09				
	Exposition nette (1)	Exposition nette (1)	Exposition brute (2)		%AAA*	% AA & A*	Exposition nette (1)	Exposition nette (1)	Exposition brute (2)		%AAA*	% AA & A*
		Valeur	%exposition nette					Valeur	%exposition nette			
Obligations bancaires et corporate	470	444	482	92%	0%	6%						
Autres RMBS	98	79	165	48%	20%	33%	303	266	359	74%	79%	18%
Autres ABS	63	48	128	38%	0%	55%	295	267	343	78%	70%	25%
CDO	154	135	270	50%	31%	29%	215	207	362	57%	52%	26%
CLO	362	274	721	38%	18%	44%	463	404	546	74%	61%	37%
Autres	27	19	46	42%	0%	13%						
Total	1 174	1 000	1 812	55%	13%	30%	1 277	1 144	1 610	71%	65%	28%

En M EUR	Portefeuille d'actifs de prêts						Portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance					
	31-déc-08	31-mars-09					31-déc-08	31-mars-09				
	Exposition nette (1)	Exposition nette (1)	Exposition brute (2)		%AAA*	% AA & A*	Exposition nette (1)	Exposition nette (1)	Exposition brute (2)		%AAA*	% AA & A*
		Valeur	%exposition nette					Valeur	%exposition nette			
Obligations bancaires et corporate	321	291	308	95%	0%	62%						
Autres RMBS	267	247	267	93%	88%	12%	42	30	41	75%	84%	16%
Autres ABS	193	123	179	68%	63%	37%	114	47	104	45%	95%	5%
CDO	64	65	95	68%	0%	0%	53	33	55	60%	0%	69%
CLO	186	179	204	88%	71%	29%	89	55	81	68%	46%	54%
Total	1 032	905	1 053	86%	47%	33%	298	166	281	59%	61%	33%

* En % du capital restant à couvrir

(1) Net de couverture et de perte de valeur

(2) Capital restant à couvrir des actifs avant couverture

■ Pas de nouvelles opérations de rachats d'actifs au T1-09

Exposition aux financements LBO (total des parts finales et à vendre) (1/2)

En Md EUR	Banque de Financement et d'Investissement		Réseaux France	
	31-déc-08	31-mars-09	31-déc-08	31-mars-09
Parts finales				
<i>Nombre de dossiers</i>	137	134	57	55
Engagements	3,9	3,8	1,7	1,6
Parts à vendre				
<i>Nombre de dossiers</i>	0	0	2	0
Engagements	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	3,9	3,8	1,7	1,6

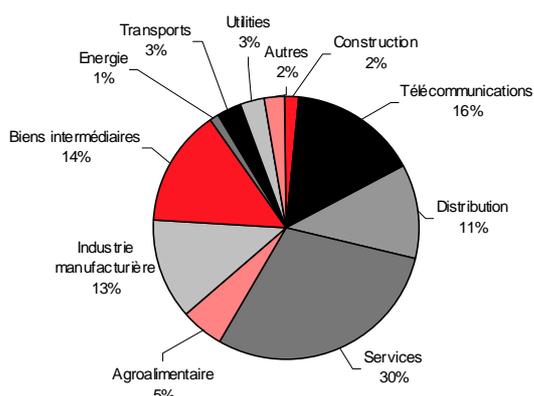
■ Banque de Financement et d'Investissement

- ▶ Provision base portefeuille sur parts finales au 31 mars 2009 : 110 M EUR
- ▶ Provisions spécifiques sur dossiers LBO : 144 M EUR
- ▶ Pour mémoire, décote de 61 M EUR sur 13 dossiers transférés en portefeuille de prêts et créances

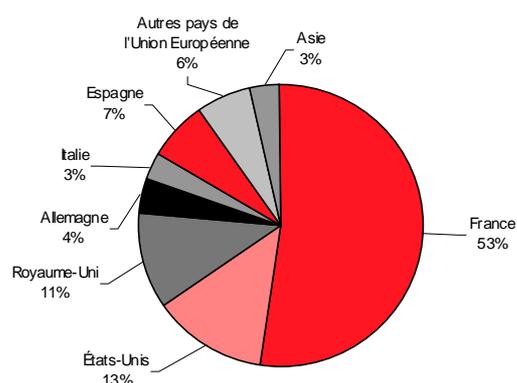
Exposition aux financements LBO (total des parts finales et à vendre) (2/2)

5,4 Md EUR

Répartition sectorielle



Répartition géographique



3.2 COUVERTURE DES ENCOURS DOUTEUX

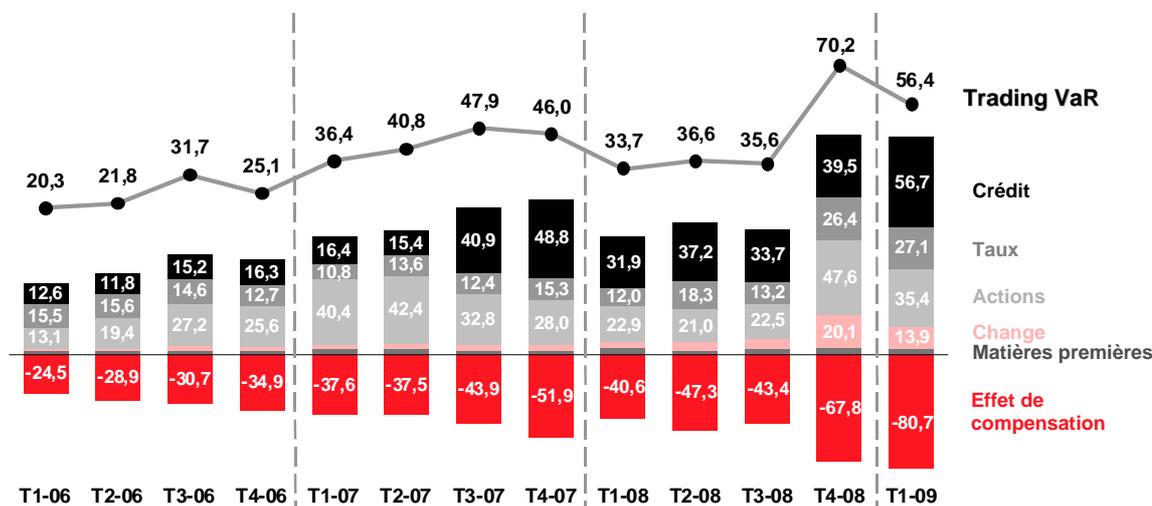
	Groupe		
	31/12/07	31/12/08	31/03/09
Créances brutes en Md EUR	372,7	431,4	428,9
Créances douteuses en Md EUR	11,4	14,9	16,4
Créances douteuses / Créances brutes	3,1%	3,5%	3,8%
Provisions en Md EUR	6,6	8,3	8,9
Provisions spécifiques / Créances douteuses	58%	56%	54%
Provisions base portefeuille en Md EUR	0,9	1,1	1,4
Provisions globales / Créances douteuses	66%	63%	63%

3.3 EVOLUTION DE LA VaR DE TRADING

Moyenne trimestrielle de la Valeur en Risque (VaR) à 99%, indicateur synthétique permettant le suivi au jour le jour des risques de marché pris par la banque, en particulier dans ses activités de trading, en millions d'euros :

Evolution de la VaR de trading*

Moyenne trimestrielle trading VaR, 1 jour, 99% (En M EUR)



* VaR de trading : mesure sur un an d'historique (soit 250 scénarii) du plus grand risque obtenu après élimination de 1% des occurrences les plus défavorables. Depuis le 01/01/2007, le Groupe prend en compte les variations observées sur la volatilité des actions (vs les variations de volatilité des indices auparavant). Depuis le 01/01/2008, le périmètre de la VaR de crédit exclut des positions de CDO hybrides maintenant traités prudemment en banking book.

Depuis le 1^{er} janvier 2007, le Groupe prend en compte les variations observées sur la volatilité des actions (vs les variations de volatilité des indices auparavant).

Depuis le 1^{er} janvier 2008, le périmètre de la VaR de crédit exclut des positions de CDO hybrides, maintenant traités prudemment en banking book.

IV. CHAPITRE 10 : ELEMENTS FINANCIERS

4.1 RESULTATS DU 1^E TRIMESTRE 2009 (COMMUNIQUE DE PRESSE DU 7 MAI 2009)

Premier trimestre 2009 :

- **Bonne performance opérationnelle et commerciale dans un environnement de forte récession**
 - **Effet de la dégradation de l'environnement sur les résultats du Groupe**
 - ↳ **Perte nette trimestrielle de -0,3 Md EUR**
 - **Maintien d'une structure financière solide**
-
- **Revenus : -11,9%* vs T1-08**
 - **Eléments non récurrents : -1,9 Md EUR dont**
 - Effet de la dégradation des paramètres de valorisation : -1,5 Md EUR
 - Effet du marked to market des CDS : -0,5 Md EUR
 - Réévaluation des passifs financiers : +0,1 Md EUR
 - **Coefficient d'exploitation : 76,9%**
 - **Charge du risque : -1 354 M EUR (dont -221 M EUR de provisions collectives)**
 - **120 points de base par rapport aux encours Bâle I**
 - **Résultat Net Part du Groupe : -278 M EUR**
 - **Solidité financière maintenue :**
 - **Ratio Tier One (Bâle II)** : 9,2% dont 7,0% de Core Tier One**
 - **Bénéfice net par action : -0,64 EUR**

Evolution de la communication financière :

(i) L'ensemble des résultats des métiers présenté ci-après a été arrêté en prenant en compte une allocation de fonds propres normatifs moyens calculés selon le référentiel Bâle II. A fin comparative, les données du T1-08 ainsi que les éléments financiers présentés en séries historiques 2008 ont été retraités en conséquence.

(ii) Le Groupe a adapté son organisation au premier trimestre 2009. L'ensemble des filiales immobilières précédemment rattachées à la Banque de Financement et d'Investissement (Financement et Conseil), à l'exception d'ODIPROM, rejoignent les Réseaux France. Les entités transférées sont notamment GENEFIM, SOGEPROM et GENEFIMMO ainsi que leurs filiales respectives. Ce nouveau rattachement ne modifie pas l'organisation et le fonctionnement de ces entités. Les éléments financiers présentés en séries historiques ont été retraités en conséquence : l'analyse des retraitements effectués figure en annexe 2 dans les notes méthodologiques.

(a) : Hors effet des éléments non récurrents (sur PNB, coût du risque et gain net sur autres actifs) présentés en annexe 3

* A périmètre et taux de change constants

** Proforma, intégrant la souscription par l'Etat de 1,7 Md EUR d'Actions de Préférence au titre de la 2^{ème} tranche du plan de soutien de l'Etat Français.

Réuni le 6 mai 2009, le Conseil d'Administration de Société Générale a arrêté les résultats consolidés du premier trimestre 2009, avec un Résultat Net Consolidé Part du Groupe de -278 millions d'euros. Dans un début d'année marqué par un brutal ralentissement de l'activité économique mondiale avec notamment le recul de l'investissement des entreprises et la hausse du chômage, Société Générale poursuit l'adaptation opérationnelle et structurelle de ses métiers.

Les activités de Banque de Détail en France et à l'International confirment leur solidité commerciale et financière dans un contexte très dégradé. Les Services Financiers, tout en affichant des performances commerciales en retrait, maintiennent une contribution positive au Résultat Net Part du Groupe. Les métiers de Gestions d'Actifs et Services aux Investisseurs sont également affectés par la baisse des marchés mais affichent un résultat net positif. Enfin, la Banque de Financement et d'Investissement enregistre une excellente performance commerciale et des revenus élevés, avec un bon équilibre entre les activités, mais elle est en perte à cause des pertes et décotes complémentaires sur le portefeuille d'actifs à risque.

Compte tenu de l'incertitude encore très forte qui affecte les perspectives économiques des prochains trimestres, et afin de continuer à accorder des crédits à l'économie française (progression annuelle de +7% à fin mars 2009), le Conseil d'administration a approuvé la participation du Groupe à la 2^{nde} tranche du plan de soutien de l'Etat Français par l'intermédiaire d'actions de préférence, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale du 19 mai.

1. RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE

<i>M EUR</i>	T1-09	T1-08	Δ T1/T1
Produit net bancaire	4 913	5 679	-13,5%
<i>A données constantes*</i>			-11,9%
Frais de gestion	(3 777)	(3 905)	-3,3%
<i>A données constantes*</i>			-2,5%
Résultat brut d'exploitation	1 136	1 774	-36,0%
<i>A données constantes*</i>			-33,1%
Coût net du risque	(1 354)	(598)	x 2,3
Résultat d'exploitation	(218)	1 176	n/s
<i>A données constantes*</i>			n/s
Résultat net part du Groupe	(278)	1 096	n/s

	T1-09	T1-08
ROE Groupe après impôt	n/s	16,8%
ROE des métiers après impôt	n/s	15,1%

Depuis l'automne 2008, la chute de l'activité économique a été brutale mondialement, avec un net ralentissement des échanges. Malgré la mise en œuvre de mesures exceptionnelles au plan national et international, les tensions demeurent aiguës sur les marchés financiers avec une aversion confirmée pour le risque. Les effets des divers plans de relance gouvernementaux devraient toutefois permettre d'amortir en 2009 les conséquences de la crise et autoriser une reprise progressive de la croissance, à un rythme certes très modéré.

Dans ce contexte très difficile, les métiers du Groupe extériorisent des performances opérationnelles contrastées :

- La robustesse des fonds de commerce des **Réseaux France** et **Internationaux** se confirme tant en termes de croissance des encours de crédits et de dépôts que de conquête de nouveaux clients.
- Les effets de la crise économique affectent les **Services Financiers** et les métiers de **Gestions d'Actifs et Services aux Investisseurs**, qui poursuivent leurs adaptations structurelles et opérationnelles.
- La **Banque de Financement et d'Investissement** confirme sur le trimestre le dynamisme de son activité clientèle et affiche une très bonne performance de trading. Des pertes et décotes complémentaires de -1,5 milliard d'euros, liées notamment à la baisse des marchés immobiliers américains, à la dégradation de rating des monolines et au durcissement des hypothèses de valorisation du Groupe, obèrent fortement les revenus comptables du pôle.

Parallèlement, la détérioration globale de l'environnement économique affecte la charge du risque du Groupe sur le trimestre (-1,4 milliard d'euros, soit 120 points de base pour le coût du risque commercial par rapport aux encours Bâle 1).

Produit Net Bancaire

Le Produit Net Bancaire du Groupe sur le premier trimestre 2009 est de 4,9 milliards d'euros, soit un recul de -11,9%* par rapport au T1-08 (-13,5% en données courantes). Le Groupe enregistre sur le trimestre -1,5 milliard d'euros en pertes et décotes, essentiellement liées à la baisse du marché immobilier américain et à la dégradation de rating des monolines sur le trimestre, qui masquent la résistance des métiers. Hors éléments non récurrents, les revenus des métiers du Groupe s'établissent à 7,0 milliards d'euros, en progression de 15,9% par rapport au T1-08.

- Sur le premier trimestre de l'année, le Produit Net Bancaire des Réseaux France affiche un recul limité dans un marché difficile (-0,9% par rapport au T1-08 hors effet de la provision PEL/CEL) pour atteindre 1,7 milliard d'euros.
- Les Réseaux Internationaux extériorisent sur cette même période des performances commerciales et financières satisfaisantes (progression des revenus de +10,8%* par rapport au T1-08 soit 1,2 milliard d'euros de revenus).
- Les Services Financiers, particulièrement sensibles à la détérioration de la conjoncture économique et à la hausse du coût de refinancement, affichent des revenus trimestriels de 0,7 milliard d'euros, quasiment stables par rapport au T1-08 (-1,1%*).
- Toujours pénalisé par la baisse des marchés financiers, le métier de Services aux Investisseurs, Brokers et Epargne en ligne, présente des revenus en recul de -19,8%* par rapport au T1-08. La Banque Privée, malgré une collecte nette positive sur le trimestre de +0,6 milliard d'euros et un taux de marge sur actifs gérés de 116 pb, extériorise un Produit Net Bancaire en retrait (-9,0%* par rapport au T1-08). Par ailleurs, les revenus de la Gestion d'Actifs restent affectés par la situation des marchés.
- La Banque de Financement et d'Investissement confirme sur le trimestre la qualité de ses fonds de commerce avec des revenus clients de 1,3 milliard d'euros (+31% par rapport au T1-08). Les activités de trading hors éléments non récurrents affichent également de très bons résultats sur la période avec un Produit Net Bancaire de 1,4 milliard d'euros, tout en poursuivant une politique de réduction des risques de marché (recul de la VaR sur le trimestre). Le pôle subit toutefois sur le trimestre l'effet de la dégradation du marché immobilier américain et enregistre des pertes et décotes de -1,5 milliard d'euros. Hors éléments non récurrents, les revenus du pôle au T1-09 s'établissent à 2,7 milliards d'euros.

Frais de gestion

Les frais de gestion sont en recul de -2,5%* (-3,3% en données courantes) par rapport au T1-08, traduisant l'adaptation du Groupe au nouvel environnement économique pour l'ensemble de ses métiers. A noter particulièrement, les actions volontaristes de maîtrise des dépenses engagées au sein des Réseaux France, la révision des plans de développement du dispositif commercial pour les Réseaux Internationaux, ainsi que l'adaptation de la structure des rémunérations et la poursuite de la réduction d'une partie des fonctions de front-office pour la Banque de Financement et d'Investissement.

En conséquence sur le trimestre, le coefficient d'exploitation de Société Générale se situe à 76,9% (68,8% au T1-08).

Résultat d'exploitation

Le Résultat Brut d'Exploitation trimestriel du Groupe s'élève à 1,1 milliard d'euros (-33,1%* par rapport au T1-08), le Résultat Brut d'Exploitation des métiers atteignant quant à lui 1,3 milliard d'euros, en repli de -29,3% par rapport au T1-08.

L'augmentation de la charge du risque sur le trimestre reflète la détérioration générale de la conjoncture économique. Rapporté aux encours pondérés Bâle I, le coût du risque commercial sur le T1-09 s'établit à 120 points de base (1,4 milliard d'euros).

- La charge du risque des Réseaux France s'élève à -230 millions d'euros (68 points de base contre 28 pb au T1-08). Cette dégradation est liée principalement à la clientèle commerciale, la clientèle de particuliers affichant toujours un coût du risque faible.
- Dans les Réseaux Internationaux, le coût du risque commercial se dégrade sur le trimestre pour atteindre 173 points de base contre 61 pb au T1-08. Cette évolution défavorable provient pour l'essentiel de Rosbank et Komerčni Banka, cette dernière filiale ayant souffert de la faillite d'une contrepartie corporate. Dans les autres implantations, les risques restent contenus.
- Pour les Services Financiers, le coût du risque commercial est en hausse sensible à 197 points de base au T1-09 contre 105 pb au T1-08, essentiellement sur les activités de crédit à la consommation.
- La charge du risque de la Banque de Financement et d'Investissement est de -567 millions d'euros, dont 185 millions d'euros en provisions collectives (-58 millions étant rattachés aux actifs transférés le 1^{er} octobre 2008 en portefeuille de « Prêts et Créances ») et 104 millions d'euros pour divers litiges. Retraité des éléments liés au transfert d'actifs, le coût net du risque ressort à 139 points de base, reflet de la détérioration des portefeuilles.

Au total, le Groupe dégage sur le trimestre un résultat d'exploitation de -218 millions d'euros.

Résultat net

Après charge fiscale (taux effectif d'impôt du Groupe : 27,9%) et intérêts minoritaires, le Résultat Net Part du Groupe s'élève à -278 millions d'euros.

Le bénéfice net par action s'établit à -0,64 euros au T1-09.

2. STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE

Au 31 mars 2009, les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 36,0 milliards d'euros¹ et l'actif net par action à 51,3 euros (intégrant -2,10 euros de moins-values latentes).

Depuis l'émission des titres super-subordonnés souscrits par l'Etat dans le cadre du plan français pour assurer le financement de l'économie, le Groupe s'est engagé, comme les autres banques françaises participant à ce plan, à ne pas procéder à des rachats d'actions pendant la période de détention des titres par l'Etat, à l'exception des rachats effectués à des fins de couverture des programmes d'actionnariat salarié et des opérations de gestion courante. Dans ce cadre, Société Générale a procédé à l'achat de 2,1 millions d'actions au cours du trimestre, le conduisant à détenir à fin mars 2009 12,1 millions d'actions d'auto-détention et 9,0 millions d'actions d'auto-contrôle soit 3,6% du capital (hors actions détenues dans le cadre des activités de trading). Par ailleurs, le Groupe détient 7,2 millions d'options d'achat sur son propre titre en couverture de plans attribués à ses salariés.

En référentiel Bâle II, les encours pondérés ressortent à 343,2 milliards d'euros au 31 mars 2009 contre 329,2 milliards d'euros à fin mars 2008 et 345,5 milliards d'euros au 31 décembre 2008. Le ratio Tier One au 31 mars 2009 est de 8,7% (dont 6,5% pour le Core Tier One). Par ailleurs, une résolution sera proposée à l'Assemblée Générale du 19 mai 2009 pour autoriser le Conseil d'Administration à réaliser une émission d'Actions de Préférence de 1,7 milliard d'euros au profit de la Société de Prise de Participation de l'Etat. Cette opération a pour effet d'extérioriser un ratio Tier One « proforma 31 mars 2009 » de 9,2% (dont 7,0% pour le Core Tier One).

Le Groupe est noté Aa2 par Moody's et AA- par Fitch et S&P.

¹ Ce montant comprend notamment (i) 6,4 milliards d'euros de titres super-subordonnés, 0,8 milliard d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée et (ii) des moins-values latentes nettes pour -1,2 milliard d'euros.

3. RESEAUX FRANCE

<i>M EUR</i>	T1-09	T1-08	Δ T1/T1
Produit net bancaire	1 732	1 741	-0,5%
<i>PNB hors PEL/CEL</i>			<i>-0,9%</i>
Frais de gestion	(1 167)	(1 175)	-0,7%
Résultat brut d'exploitation	565	566	-0,2%
<i>RBE hors PEL/CEL</i>			<i>-1,4%</i>
Coût net du risque	(230)	(87)	x 2,6
Résultat d'exploitation	335	479	-30,1%
Résultat net part du Groupe	216	306	-29,4%
<i>RNPG hors PEL/CEL</i>			<i>-31,1%</i>

	T1-09	T1-08
ROE (après impôt)	16,4%	24,5%

A partir du T1-09, les résultats des filiales immobilières précédemment rattachées à la Banque de Financement et d'Investissement (Financement et Conseil) sont intégrés aux résultats des Réseaux France. Les conséquences en résultat pour les Réseaux France sont présentées en annexes.

Les Réseaux France ont évolué dans un environnement très difficile marqué par la dégradation du climat des affaires. La contraction de la demande tant intérieure qu'extérieure, le ralentissement de l'activité, la fragilisation des entreprises, la montée du chômage et le repli de la consommation des ménages ont caractérisé l'environnement de récession du premier trimestre.

Dans cette conjoncture peu favorable, le métier affiche une bonne résistance de son activité grâce à la solidité de ses fonds de commerce, à la qualité de son offre et au dynamisme commercial de ses équipes.

Sur le marché des particuliers, le nombre de comptes à vue s'élève à 6,3 millions à fin mars, soit une progression de 13 000 unités sur T1-09.

La collecte de dépôts a été satisfaisante, portée notamment par le succès du Livret A, témoignant de l'appétence des ménages pour les placements sans risque, assortis d'une rémunération attractive. Au cours du trimestre, 1,3 million de livrets A ont ainsi été ouverts générant une collecte de 3,5 milliards d'euros. A l'inverse, la décollecte s'est poursuivie en épargne logement avec des encours en recul de -11,8% /T1-08. Un ralentissement du mouvement observé a cependant été observé à partir de mars, traduisant les effets de la relance commerciale initiée par le Groupe. Globalement, les dépôts bilantiels de particuliers ont progressé de +1,3% par rapport au T1-08.

La collecte brute d'assurance-vie a augmenté de +4,9% sur un an. Elle s'est essentiellement portée sur des supports en euros (89% de la collecte). La forte volatilité des marchés boursiers et l'aversion pour le risque ont, sans surprise, pénalisé la collecte sur les supports en unités de compte et sur les OPCVM. Les encours d'assurance-vie des réseaux France s'élèvent à 65,1 milliards d'euros, quasiment stables par rapport au T1-08 (-0,5%).

L'engagement des Réseaux France auprès de leurs clients, notamment pour le financement de leurs projets, est demeuré intact. Toutefois, traduisant les appréhensions des ménages dans un environnement de crise, la demande de prêts a continué à s'affaiblir. En conséquence, les encours de crédits aux particuliers se sont modérément accrus de +5,2% par rapport T1-08 au global, et de +6,1% pour les crédits à l'habitat.

L'activité sur le marché **des clientèles commerciales** est demeurée bien orientée avec des encours en forte croissance. Les dépôts bilantiels se sont ainsi établis à 28,1 milliards d'euros, en progression de 31,2% par rapport au T1-08 grâce notamment aux dépôts à terme. Leurs encours ont ainsi plus que doublé par rapport au T1-08 (+137%). Les dépôts à vue ont également connu une évolution favorable avec des encours en progression de +8,0% /T1-08.

Bien qu'elle connaisse une décélération depuis quelques mois, la croissance des encours de crédits s'est poursuivie (+9,8% /T1-08) mais avec des évolutions contrastées. Les crédits de fonctionnement sont en baisse de -7,2%, conséquence du ralentissement de l'activité des entreprises dans une conjoncture déprimée, tandis que les crédits d'investissement maintiennent un rythme de progression soutenu de +14,3% /T1-08 qui traduit l'engagement du Groupe aux côtés des entreprises et sa contribution à leur développement.

Globalement, les **résultats financiers** des Réseaux France affichent des revenus de 1 732 millions d'euros, en repli limité de -0,9%, hors reprise de la provision PEL/CEL pour 2 millions d'euros (contre une dotation de 5 millions d'euros au T1-08), compte tenu de la nette contraction des commissions financières.

La marge d'intérêt, hors effet PEL/CEL, connaît une hausse de +0,7% /T1-08 redevable à la croissance des encours de crédits commerciaux compensant ainsi l'érosion de la marge d'intérêt sur la clientèle privée.

Les commissions enregistrent un recul de -2,8% /T1-08, entraînées par la forte baisse des commissions financières (-16,7% /T1-08), conséquence de la crise des marchés de capitaux. Les commissions de service sont, pour leur part, en progression de +1,8%.

En adéquation avec l'action volontariste de maîtrise des dépenses engagée par le Groupe, les frais de gestion reculent de -0,7% /T1-08. Le coefficient d'exploitation (hors effet PEL/CEL) ressort à 67,5%, légèrement au-dessus de son niveau du T1-08 (+0,2 point).

Conséquence de la dégradation du climat des affaires, le coût du risque des Réseaux France ressort à 68 points de base, soit 12 points de base au-dessus du niveau du T4-08 déjà marqué par la montée des risques. Cet accroissement résulte de défaillances en clientèles commerciales, notamment sur les équipementiers automobiles, les entreprises de la construction ainsi que sur les financements à effet de levier.

Au total, le Résultat Net Part du Groupe trimestriel s'élève à 216 millions d'euros, soit une baisse de -29,4% /T1-08.

Le ROE, hors effet PEL/CEL, des Réseaux France s'établit à 16,3% au T1-09 vs 24,9% au T1-08.

4. RESEAUX INTERNATIONAUX

<i>M EUR</i>	T1-09	T1-08	Δ T1/T1
Produit net bancaire	1 161	1 123	+3,4%
<i>A données constantes*</i>			+10,8%
Frais de gestion	(663)	(649)	+2,2%
<i>A données constantes*</i>			+10,0%
Résultat brut d'exploitation	498	474	+5,1%
<i>A données constantes*</i>			+11,9%
Coût net du risque	(299)	(88)	x 3,4
Résultat d'exploitation	199	386	-48,4%
<i>A données constantes*</i>			-45,5%
Résultat net part du Groupe	118	196	-39,8%

	T1-09	T1-08
ROE (après impôt)	15,4%	28,6%

Avec 451 000 nouveaux clients sur un an, les Réseaux Internationaux comptent 13,0 millions de clients à fin mars 2009, dont 803 000 clients corporate.

Sur l'année, le rythme de progression des encours demeure satisfaisant : +21,9%* sur un an pour les crédits et +9,5%* pour les dépôts. Toutefois, la mise en œuvre d'une politique de crédit plus ciblée et restrictive adaptée au contexte de crise produit ses effets ainsi qu'en témoigne la croissance des crédits entre T4-08 et T109 (+0,5%*). Parallèlement, les efforts particuliers portés à la collecte de dépôts (+1,8%* depuis fin décembre 2008) permettent à la ligne métier de maintenir un ratio crédits/dépôts de 101% à fin mars 2009.

Les performances financières demeurent satisfaisantes en dépit de la dégradation brutale de l'économie dans plusieurs pays, de la dévaluation de certaines devises en Europe centrale et orientale et de la hausse du coût du risque.

Au T1-09, les revenus des Réseaux Internationaux s'élèvent à 1 161 millions d'euros, en progression de +10,8%* sur un an (+3,4% en données courantes).

Les frais de gestion augmentent de 10,0%* à change constant (+2,2% en données courantes) au T1-09 par rapport au T1-08. Les effets des mesures d'adaptation à la crise et le ralentissement des plans de développement du réseau d'agences en Europe centrale et orientale sont compensés par l'impact en année pleine des investissements organiques réalisés en 2008. Hors ces dépenses de développement du réseau, la progression des frais de gestion est de +6,7% sur un an.

En conséquence, le Résultat Brut d'Exploitation s'élève à 498 millions d'euros au T1-09, en progression de 11,9%* par rapport au T1-08 (+5,1% en données courantes) et le coefficient d'exploitation s'améliore à 57,1% au T1-09 contre 57,8% au T1-08.

Reflète de la situation économique, le coût net du risque se situe à 173 points de base au T1-09, contre 122 points de base au T4-08. Cette hausse du coût du risque est cependant très inégale selon les pays : forte en Russie (381 points de base), elle demeure cependant contenue dans l'ensemble des autres implantations, y compris en République tchèque où la hausse est essentiellement due à la faillite d'une contrepartie corporate.

Le maintien d'un niveau élevé de rentabilité d'exploitation, renforcé par les diverses mesures d'adaptation du dispositif - resserrement des politiques d'octroi de crédits, révision des plans de développement organique en Europe centrale et orientale et mesures d'économies de frais de gestion - confère aux Réseaux Internationaux une bonne capacité d'absorption du risque. Elle s'illustre notamment par un ratio Résultat Brut d'Exploitation / encours Cooke fin de période d'environ 300 points de base au 31 mars 2009.

Le Résultat Net Part du Groupe des Réseaux Internationaux s'élève à 118 millions d'euros.

Le ROE après impôt se situe à 15,4% contre 28,6% au T1-08.

5. SERVICES FINANCIERS

<i>M EUR</i>	T1-09	T1-08	Δ T1/T1
Produit net bancaire	737	771	-4,4%
<i>A données constantes*</i>			<i>-1,1%</i>
Frais de gestion	(430)	(428)	+0,5%
<i>A données constantes*</i>			<i>+1,2%</i>
Résultat brut d'exploitation	307	343	-10,5%
<i>A données constantes*</i>			<i>-3,9%</i>
Coût net du risque	(234)	(113)	x 2,1
Résultat d'exploitation	73	230	-68,3%
<i>A données constantes*</i>			<i>-54,7%</i>
Résultat net part du Groupe	31	152	-79,6%

	T1-09	T1-08
ROE (après impôt)	3,1%	16,4%

Le pôle **Services Financiers** regroupe

- (i) les **Financements Spécialisés** (crédit à la consommation, financement des biens d'équipement professionnel, location longue durée et gestion de flottes de véhicules, location et gestion de parcs informatiques),
- (ii) l'**Assurance-vie** et l'**Assurance-dommages**.

Au sein des Financements Spécialisés, l'activité de **Crédit à la consommation** souffre du durcissement de la conjoncture économique mondiale. Les pays matures pâtissent de l'hésitation croissante des consommateurs à s'endetter dans une conjoncture incertaine. La France affiche un recul de la production de -5,8%*, moindre toutefois que celui du marché (-12,4% selon les statistiques publiées par l'ASF). L'Italie est également en retrait de -20,0%* par rapport au T1-08. En revanche l'Allemagne progresse de +20,8%* sur un an, profitant des mesures prises pour soutenir le secteur automobile. Dans les pays émergents, la Russie affiche un repli important d'activité (-46,5%* /T1-08), compte tenu d'un contexte économique très difficile - hausse du chômage et des taux d'intérêt - et d'un encadrement strict des conditions d'octroi de crédits décidé en octobre 2008. Au global, la production du trimestre s'élève à 2,7 milliards d'euros, en retrait de -5,1%* sur un an.

La ligne métier **Financements de biens d'équipement professionnel** connaît également un ralentissement d'activité, la production⁽¹⁾ reculant de -5,8%* sur un an. Des baisses sont observées en Allemagne, en Italie et en Norvège, respectivement de -7,5%*, -15,7%* et -17,4%* par rapport au T1-08. En revanche, la France enregistre une bonne hausse d'activité (+21,3%* par rapport à T1-08), portée par le succès des équipements « high tech ». Au-delà de l'effet de la dégradation de l'environnement, cette évolution reflète également une plus grande sélectivité de la clientèle. Les marges à la production ont pour leur part progressé dans un contexte de baisse des taux de refinancement dans les principaux pays et de sortie de certains concurrents. A fin mars 2009, les encours⁽¹⁾ de SG Equipment Finance progressent de +11,2%* sur un an et s'élèvent à 18,9 milliards d'euros.

En **Location longue durée et gestion de flottes de véhicules**, ALD Automotive gère désormais un parc de 787 600 véhicules, en croissance de +6,2%* sur un an. Dans un contexte de repli des marchés de véhicules d'occasion, en particulier dans les pays matures, la ligne métier a poursuivi la mise en œuvre des mesures d'adaptation décidées fin 2008, consistant à abaisser le point mort de l'activité et à accroître la diversification des canaux de revente.

⁽¹⁾ Hors affacturage

Au total, les revenus des **Financements Spécialisés** s'élèvent à 630 millions d'euros. S'ils reculent de -1,4% en données courantes par rapport au T1-08, notamment en raison de la prise en compte de 57 millions d'euros de pertes et provisions sur les valeurs résiduelles des véhicules d'occasion, ils progressent en revanche de +2,8% à périmètre et change constants. Conséquence d'une hausse - bien que modérée en raison des mesures prises fin 2008 - des frais de gestion (+1,6%* /T1-08, +0,8% en données courantes), le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à 245 millions d'euros, en baisse de -4,7% sur un an (+4,4% à périmètre et change constants).

L'activité en assurance-vie a continué à être pénalisée par un environnement peu porteur. La collecte brute baisse de -9,0%* sur un an, à 2,1 milliards d'euros. La clientèle privilégiant toujours les investissements sécurisés au détriment des contrats en unités de compte, le poids des premiers dans la collecte poursuit sa progression et atteint désormais 90%.

Les revenus de l'activité **Assurances** au premier trimestre 2009 s'élèvent à 107 millions d'euros, en baisse de -18,9%* sur un an (-18,9% en données courantes), la baisse des marchés de capitaux pesant sur la marge de l'Assurance-Vie, et l'Assurance-Dommages ayant enregistré une sinistralité supérieure du fait des tempêtes de début d'année.

Le coût net du risque du pôle **Services Financiers** est en forte hausse (x2,1 en données courantes par rapport au T1-08), à 197 points de base contre 105 points de base un an plus tôt et 160 points de base au T4-08. Traduisant la nette dégradation de la conjoncture économique, cette hausse concerne à la fois l'activité de crédit à la consommation et l'activité de Financement de biens d'équipement professionnel, qui pâtit de l'augmentation du nombre de faillites de moyennes et grandes entreprises en Allemagne.

Au total, le pôle **Services Financiers** dégage sur le premier trimestre un résultat d'exploitation de 73 millions d'euros et un Résultat Net Part du Groupe de 31 millions d'euros (contre respectivement 230 millions d'euros et 152 millions d'euros au T1-08).

Sur le trimestre, le ROE après impôt s'établit à 3,1%.

6. GESTIONS D'ACTIFS ET SERVICES AUX INVESTISSEURS

M EUR	T1-09	T1-08	Δ T1/T1
Produit net bancaire	652	600	+8,7%
<i>A données constantes</i>			+5,7%
Frais de gestion	(611)	(654)	-6,6%
<i>A données constantes</i>			-8,1%
Résultat d'exploitation	24	(54)	n/s
<i>A données constantes</i>			n/s
Résultat net part du Groupe	18	(28)	n/s
<i>Dont Gestion d'actifs</i>	(26)	(135)	+80,7%
<i>Banque privée</i>	37	58	-36,2%
<i>Services aux Investisseurs, Brokers et Epargne en ligne</i>	7	49	-85,7%

en Md EUR	T1-09	T1-08
Collecte nette de la période	-1,6	-6,9
Actifs gérés fin de période	332	391

Le pôle Gestions d'Actifs et Services aux Investisseurs regroupe trois activités :

- (i) la gestion d'actifs (Société Générale Asset Management),
- (ii) la banque privée (SG Private Banking),
- (iii) les services aux investisseurs (Société Générale Securities & Services), le courtage (Newedge), et l'épargne en ligne (Boursorama).

Le début d'année 2009, marqué par la poursuite de la dégradation des indices et la chute des volumes des marchés boursiers, est resté peu favorable aux activités du pôle.

Toujours pénalisée par des mouvements de décollecte sur certains compartiments, la **Gestion d'actifs** poursuit la mise en œuvre des mesures de réorganisation de ses activités engagées en 2008. La cession de sa filiale SGAM UK a ainsi été finalisée le 3 avril 2009. La mise en œuvre de l'accord préliminaire de rapprochement de la gestion traditionnelle conclu avec CAAM début 2009 se poursuit. Enfin, le pôle travaille au projet de fusion entre SGAM AI et Lyxor.

L'activité commerciale de la **Banque Privée** s'est inscrite dans un environnement incertain, caractérisé par l'attentisme de la clientèle, tandis que les activités de **Services aux Investisseurs** ont été directement affectées par la baisse des indices et des taux d'intérêt ainsi que par la diminution des volumes de transaction.

Les encours d'actifs sous gestion du pôle s'élèvent à 332,1 milliards d'euros à fin mars 2009, à un niveau très proche de celui de fin décembre 2008 (336,1 milliards d'euros, soit -1,2%).

A 652 millions d'euros, les revenus du pôle progressent de +5,7%* (+8,7% en données courantes) par rapport au T1-08. Conséquence des mesures d'adaptation initiées en 2008, les frais de gestion reculent de -8,1%* par rapport au T1-08 (-6,6% en données courantes) et s'élèvent à 611 millions d'euros. Le Résultat Brut d'Exploitation est donc positif à 41 millions d'euros, contre -54 millions d'euros au T1-08. Après un coût du risque de 17 millions d'euros, le Résultat Net Part du Groupe du pôle est bénéficiaire à 18 millions d'euros, contre -28 millions au T1-08.

Gestion d'actifs

Au cours du premier trimestre 2009, la Gestion d'actifs affiche une décollecte nette de -2,2 milliards d'euros (contre une décollecte nette de -7,3 milliards d'euros au T1-08). La décollecte concerne plus particulièrement la gestion alternative de SGAM AI (-3,1 milliards d'euros), TCW (-2,1 milliards d'euros) et SGAM UK (-0,6 milliard d'euros), SGAM affichant une collecte nette de +3,5 milliards d'euros. Les fonds monétaires réguliers ont collecté +3,2 milliards d'euros, tandis que les fonds actions et diversifiés d'une part et la gestion alternative d'autre part enregistrent un mouvement de décollecte, respectivement de -2,0 milliards d'euros et de -3,6 milliards d'euros.

Compte tenu d'un effet marché négatif de -6,6 milliards d'euros, partiellement compensé par un effet change positif de +3,8 milliards d'euros, les actifs gérés par SGAM s'élèvent à 264,2 milliards d'euros à fin mars 2009, et comprennent essentiellement :

- (i) 164,6 milliards d'euros portés par SGAM, dont 112,4 milliards d'euros (68,3%) en produits de taux et 47,4 milliards d'euros (28,8%) en actions et diversifiés. Ils constituent le périmètre qui serait apporté dans le cadre du rapprochement avec CAAM;
- (ii) 73,1 milliards d'euros portés par TCW ;
- (iii) 20,1 milliards d'euros portés par SGAM AI ;
- (iv) 4,7 milliards d'euros portés par SGAM UK.

Le Produit Net Bancaire de la Gestion d'actifs s'établit à 137 millions d'euros au T1-09, alors qu'il était négatif de -13 millions au T1-08 et de -15 millions d'euros au T4-08. Au premier trimestre 2009, l'impact de la crise représente -29,6 millions d'euros, dont -7,5 millions d'euros au titre de la réduction du levier des fonds alternatifs, -19,3 millions d'euros au titre du soutien à la liquidité des fonds monétaires dynamiques (encours résiduel de 0,8 milliards d'euros) et -2,8 millions d'euros de dépréciations complémentaires sur titres de participation. Un complément de dépréciations de -20,6 millions d'euros a par ailleurs été enregistré sur le « seed money ».

Les frais de gestion affichent un recul de -16,4%* (-11,4% en données courantes) par rapport au T1-08 montrant les premiers effets des réorganisations en cours.

Conséquence de ces évolutions, SGAM extériorise un Résultat Brut d'Exploitation de -41 millions d'euros, contre -214 millions d'euros au T1-08 et un Résultat Net Part du Groupe de -26 millions d'euros contre -135 millions d'euros un an plus tôt.

Banque privée

Dans un contexte pourtant peu favorable à ce type d'activité, SG Private Banking affiche, sur les trois premiers mois de l'année, une collecte nette de +0,6 milliard d'euros, en légère progression par rapport au T1-08 (+0,4 milliard d'euros) et au T4-08 (+0,3 milliard d'euros).

A fin mars 2009, les actifs gérés s'élèvent à 67,9 milliards d'euros contre 66,9 milliards d'euros à fin décembre 2008, et progressent de +1,5% par rapport à décembre 2008.

Cette évolution, conjuguée à une moindre appétence de la clientèle pour les produits structurés, pénalise le Produit Net Bancaire du premier trimestre 2009 qui s'établit à 196 millions d'euros, en baisse de -9,0%* (-8,0% en données courantes) par rapport au T1-08. La marge brute, en raison de la bonne tenue de l'activité de dépôts/crédits, se maintient à un niveau élevé de 116 points de base (contre 115 points de base au T1-08).

Les frais de gestion s'inscrivent en léger retrait de -2,3%* (-1,5% en données courantes) par rapport au T1-08. Le Résultat Brut d'Exploitation recule de -20,0%* (-18,8% en données courantes) à 65 millions d'euros.

Après prise en compte d'un coût net du risque de 17 millions d'euros, le Résultat Net Part du Groupe s'établit à 37 millions d'euros, en retrait de -37,9%* par rapport au T1-08 (-36,2% en données courantes).

Services aux investisseurs (SGSS), Courtage (Newedge) et épargne en ligne (Boursorama)

Sous l'effet de la forte dégradation des marchés, l'activité **Titres** voit ses actifs administrés reculer de -19% sur un an, à 404 milliards d'euros. Les actifs en conservation restent quant à eux stables (+1%) à 2 762 milliards d'euros, en raison notamment de l'extension de la collaboration avec Euroclear en Belgique et aux Pays-Bas.

Après une année 2008 marquée par une forte volatilité des marchés favorable à **Newedge**, le premier trimestre 2009 accuse un ralentissement de l'activité. Les volumes traités par Newedge sont en baisse de -17,8% par rapport au T1-08, dans un marché dont les volumes ont reculé de -24,2% sur la même période. Dans ce contexte, Newedge a consolidé sa position de leader (N°1) en termes de dépôts clients des Future Commission Merchants aux Etats Unis.

L'activité courtage de **Boursorama** voit le nombre d'ordres exécutés reculer de -4,8% par rapport au T1-08. Les encours d'épargne en ligne, à 2,7 milliards à fin mars 2009, affichent une baisse de 14,7% sur un an, mais restent stables par rapport à leur niveau de fin décembre 2008. L'ouverture de 5 960 comptes bancaires sur les trois premiers mois de l'année témoigne en revanche du bon comportement de l'activité de banque en ligne. Le stock de comptes est désormais de 83 500 unités à fin mars 2009.

Conséquence de cette situation, le Produit Net Bancaire de SGSS, Courtage et Epargne en ligne s'affiche en retrait de -19,8%* par rapport à au T1-08 (-20,3% en données courantes) et ressort à 319 millions d'euros. Les frais de gestion reculent quant à eux de -5,0%* sur la même période (-5,6% en données courantes). Il en résulte un repli du Résultat Brut d'Exploitation et du Résultat Net Part du Groupe de respectivement -78,8%* à 17 millions d'euros et -85,7%* à 7 millions d'euros (-78,8% et -85,7% en données courantes) sur un an.

7. BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

<i>M EUR</i>	T1-09	T1-08	Δ T1/T1
Produit net bancaire	841	1 556	-46,0%
<i>A données constantes*</i>			-45,2%
<i>Financement et Conseil</i>	31	953	-96,7%
<i>Taux, Change et Matières Premières</i>	(22)	(145)	+84,8%
<i>Actions</i>	832	748	+11,2%
Frais de gestion	(911)	(987)	-7,7%
<i>A données constantes*</i>			-8,2%
Résultat brut d'exploitation	(70)	569	n/s
<i>A données constantes*</i>			n/s
Coût net du risque	(567)	(312)	+81,7%
Résultat d'exploitation	(637)	257	n/s
<i>A données constantes*</i>			n/s
Résultat net part du Groupe	(414)	141	n/s

	T1-09	T1-08
ROE (après impôt)	n/s	7,9%

A partir du T1-09, les résultats des filiales immobilières précédemment rattachées à la Banque de Financement et d'Investissement (Financement et Conseil) sont intégrés aux résultats des Réseaux France. Les conséquences en résultat sur la Banque de Financement et d'Investissement sont présentées en annexes.

Comme annoncé au quatrième trimestre 2008, le pôle a engagé un plan d'optimisation visant à renforcer les synergies dans les activités clients et dans la gestion des risques et des ressources. Le nouveau projet, actuellement soumis aux instances représentatives du personnel, se décline autour notamment de la création des divisions « Financements » et « Marchés ».

En voie de stabilisation après un quatrième trimestre 2008 chaotique, l'environnement de la Banque de Financement et d'Investissement est demeuré néanmoins contrasté au cours des premiers mois de l'année 2009. Favorable aux activités de financement qui bénéficient d'une restauration des marges, et aux activités de taux, l'environnement est resté peu porteur pour les activités Actions dans un contexte de baisse des indices avec une volatilité et une corrélation encore élevées. L'environnement est resté très difficile pour les expositions à risques affectées par la baisse du marché immobilier commercial et résidentiel aux Etats-Unis, ainsi que par la situation des assureurs monolines.

Sur ses activités sous-jacentes⁽¹⁾, la Banque de Financement et d'Investissement réalise une très bonne performance portée à la fois par le succès continu des franchises clients et les très bons résultats des activités de trading. Ses revenus trimestriels se sont élevés à 2 688 millions d'euros, en progression de 76,3% par rapport au T1-08.

Le pôle subit ce trimestre les effets de la dégradation des paramètres de valorisation des expositions à risque dont :

- -866 millions d'euros de décotes de valorisation sur les expositions monolines et CDPC⁽²⁾ ;
- -364 millions d'euros sur le portefeuille de dérivés de crédit exotiques ;
- -166 millions d'euros sur le portefeuille d'ABS (dont -193 millions sur le portefeuille racheté à SGAM);
- -116 millions d'euros de décotes de valorisation sur les actifs risqués (CDO).

(1) Les commentaires d'évolution des revenus sont réalisés sur des données excluant les éléments non récurrents. Les données de Résultat d'Exploitation et de Résultat Net Part du Groupe sont, en revanche, commentées en tenant compte de ces éléments.

(2) CDPC : Credit Derivatives Products Companies. Elles ont vocation, comme les monolines, à se substituer aux contreparties en défaut pour le paiement des échéances des obligations assurées

Les revenus intègrent également l'effet négatif de la variation du Mark to Market des couvertures de portefeuille de crédits corporate pour -472 millions d'euros ainsi que la réévaluation des passifs financiers et actions propres pour un montant de +132 millions d'euros, soit un impact négatif de -340 millions d'euros.

Il convient de noter que le pôle n'a pas procédé, ce trimestre, à de nouveaux reclassements d'actifs à la juste valeur par le résultat et d'actifs disponibles à la vente⁽³⁾.

En dépit de conditions de marché toujours difficiles, la ligne métier **Actions** a démontré sa forte capacité de résistance, avec des revenus en hausse de 13,3% à 621 millions d'euros. Les activités clients ressortent en retrait de -30,1% à 267 millions d'euros dans un contexte de baisse des volumes et d'attentisme des investisseurs. Malgré la baisse de la production commerciale des produits de flux (-31% /T1-08) et des structurés (-18% /T1-08), SG CIB maintient des positions de premier plan sur les Warrants où elle occupe le 1^{er} rang mondial avec une part de marché de 15,7% ainsi que sur les ETF avec une part de marché de 23% qui la situe au 2^{ème} rang européen. Les activités de trading enregistrent une très bonne performance avec des revenus de 354 millions d'euros grâce à une solide contribution du trading de volatilité et au très bon résultat des activités d'arbitrage.

La ligne-métier **Taux, Changes et Matières premières** réalise un excellent trimestre avec des revenus de 1 569 millions d'euros qui ont plus que doublé par rapport au T1-08. Avec 541 millions d'euros, les revenus commerciaux sont en progression de 66,0% par rapport au T1-08, portés par les produits de flux, les structurés de taux et de change et les matières premières. Les activités de trading enregistrent également un très bon trimestre, avec des revenus de 1 028 millions d'euros, multipliés par 2,6 par rapport au T1-08, grâce à la bonne contribution de l'ensemble des sous-jacents, avec notamment une performance exceptionnelle du trading de taux et de l'activité trésorerie.

La ligne-métier **Financement et Conseil** a continué à accompagner ses clients dans le financement de leurs projets. Elle connaît un très bon début d'année avec des revenus trimestriels de 498 millions d'euros, en progression de 96,1% /T1-08. Les financements d'infrastructure et de ressources naturelles confirment leur vitalité avec des performances en forte hausse par rapport au T1-08 (respectivement +54% et +44%), reflétant la participation à des opérations significatives comme le financement de la reconstruction et de l'expansion de la route I-595 aux Etats-Unis (l'un des premiers partenariats public/privé en Floride) ou la mise en place d'une facilité sécurisée en faveur du pétrolier russe Rosneft. Par ailleurs, la volatilité des marchés a continué à susciter une demande importante pour les dérivés de taux et de change, favorisant le succès des activités de cross-selling. Enfin, sur le marché des capitaux, SGCIB conforte sa position sur les marchés obligataires en euros dans un contexte de forte augmentation des volumes. Elle réalise ainsi un gain de 2,3 points de part de marché par rapport au T1-08 à 7,3% qui la situe au 3^{ème} rang, grâce à un rôle de premier plan auprès d'émetteurs comme Saint Gobain, Suez Environnement, Unicredit et la Société de Financement de l'Economie Française (SFEF).

Les frais de gestion de la Banque de Financement et d'Investissement s'inscrivent en recul de -8,2%* par rapport au T1-08, traduisant l'adaptation de la structure des rémunérations au nouvel environnement et la poursuite de la réduction des fonctions de front-office.

Le pôle enregistre une charge du risque de 567 millions d'euros contre 356 millions d'euros au T4-08 qui résulte du défaut de contreparties, de l'anticipation de la détérioration du portefeuille conduisant à une dotation de 185 millions d'euros au titre de la provision collective (dont 58 millions d'euros sur les actifs transférés au 1^{er} octobre 2008) et de divers litiges ayant fait l'objet d'une dotation de 104 millions d'euros.

La Banque de Financement et d'Investissement extériorise un résultat d'exploitation de -637 millions d'euros sur le trimestre (257 millions d'euros au T1-08). Sa contribution au Résultat Net Part du Groupe est négative de -414 millions d'euros.

⁽³⁾ Le reclassement des actifs financiers à la juste valeur et des actifs disponibles à la vente effectué le 1^{er} octobre 2008, a entraîné une neutralisation de réévaluation de juste valeur négative de 2,4 milliards d'euros ce trimestre.

8. GESTION PROPRE

Sur le premier trimestre 2009, la Gestion Propre enregistre un Résultat Brut d'Exploitation de -205 millions d'euros contre -124 millions d'euros au T1-08, en raison principalement de la dégradation du résultat sur le portefeuille de participations (-67 millions d'euros sur les trois premiers mois de 2009 contre -18 millions d'euros sur la même période en 2008). Le résultat sur le portefeuille de participations intègre notamment des dépréciations durables (-71 millions d'euros au T1-09). Au 31 mars 2009, le prix de revient IFRS du portefeuille de participations industrielles, hors plus-values latentes, s'établit à 686 millions d'euros, pour une valeur de marché de 663 millions d'euros.

9. CONCLUSION

La récession économique affectera en 2009 les pays développés comme les pays émergents, certains pays résistant toutefois un peu mieux que d'autres. Ainsi, la France, qui présente un taux d'endettement de la sphère privée plus faible que d'autres pays européens ou que les Etats-Unis, devrait faire partie de ces pays offrant une meilleure résistance à cette conjoncture dégradée.

Dans ce contexte, l'activité bancaire sera inévitablement affectée et l'année 2009 devrait voir se concrétiser une montée de la charge du risque. Société Générale n'échappera pas à ce mouvement : (i) le coût du risque devrait rester élevé sur la clientèle commerciale mais sous contrôle pour la clientèle privée dans les Réseaux France, (ii) les situations seront disparates suivant les pays dans les Réseaux Internationaux, avec cependant une plus forte sensibilité en Europe centrale et orientale et en Russie que dans les autres implantations du Groupe, et (iii) un coût du risque commercial du même ordre de grandeur qu'au T1-09 dans la Banque de Financement et d'Investissement. Sans exclusion des décotes complémentaires, celles enregistrées au T1-09 reflètent d'ores et déjà la dégradation observée à ce jour du marché immobilier américain et des contreparties « assureurs monolines ».

En 2009, dans cet environnement de crise aiguë, le Groupe poursuivra avec détermination la mise en œuvre des mesures engagées depuis mi-2008 et dont les premiers effets sont déjà visibles ce trimestre :

- Placer les activités clientèles au cœur de son modèle de développement, notamment en Banque de Financement et d'Investissement, pour tirer parti de la raréfaction de l'offre bancaire liée à la disparition et à l'affaiblissement de certains acteurs ;
- Réorganiser rapidement les métiers touchés par la crise, au travers de solutions permettant de continuer à proposer aux clients une offre produits attractive (repositionnement de SG CIB et rapprochement à venir entre CAAM et SGAM) ;
- Réduire les risques comme l'illustre la baisse de la VaR et des stress-tests ;
- Maîtriser les frais de gestion.

A plus long terme, le Groupe est convaincu du potentiel que représente son portefeuille de métiers

- bien positionné, avec une forte présence en France – pays plus résistant à la crise – et en pays émergents qui devraient rebondir plus vigoureusement que les pays développés et offrir plus d'opportunités de croissance ;
- et s'appuyant sur un socle en banque de détail amené à se développer progressivement complété par une activité de banque de financement et d'investissement se refocalisant mais bénéficiant de la réduction du nombre d'acteurs et d'une rémunération plus adaptée à la prise de risques que par le passé.

Calendrier de communication financière 2009

19 mai 2009	Assemblée Générale
27 mai 2009	Détachement du dividende
19 juin 2009	Mise en paiement du dividende
5 août 2009	Publication des résultats du deuxième trimestre 2009
4 novembre 2009	Publication des résultats du troisième trimestre 2009

Ce document peut comporter des éléments de projection et des commentaires relatifs aux objectifs et stratégies du Groupe Société Générale. Par nature, ces projections reposent sur des hypothèses, à la fois générales et spécifiques. Le risque existe que ces projections ne soient pas atteintes. Il est donc recommandé aux lecteurs de ce document de ne pas accorder à ces projections une confiance injustifiée dès lors que de nombreux facteurs pourraient faire que les résultats futurs du Groupe soient différents. Avant de fonder une décision sur les éléments de ce document, les investisseurs doivent considérer ces facteurs d'incertitude et de risque. Ni Société Générale, ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de cette présentation ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels elle pourrait faire référence. Les sources des classements sont mentionnées explicitement, à défaut, l'information est de source interne.

ANNEXE 1: DONNEES CHIFFREES ET SERIES TRIMESTRIELLES DES RESULTATS PAR METIERS

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDE (en millions d'euros)	1er Trimestre			
	T1-09	T1-08	Δ T1/T1	
Produit net bancaire	4 913	5 679	-13,5%	-11,9%(*)
Frais de gestion	(3 777)	(3 905)	-3,3%	-2,5%(*)
Résultat brut d'exploitation	1 136	1 774	-36,0%	-33,1%(*)
Coût net du risque	(1 354)	(598)	x 2,3	x 2,3(*)
Résultat d'exploitation	(218)	1 176	n/s	n/s
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	606	-99,5%	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(16)	5	n/s	
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	
Charge fiscale	60	(519)	n/s	
Résultat net	(171)	1 268	n/s	
Dont Intérêts minoritaires	107	172	-37,8%	
Résultat net part du Groupe	(278)	1 096	n/s	
ROE après impôt annualisé du Groupe (en %)	n/s	16,8%		
Ratio Tier One fin de période	8,7%	8,0%		

RESULTAT NET PART DU GROUPE APRES IMPOT PAR METIER (en millions d'euros)	1er Trimestre		
	T1-09	T1-08	Δ T1/T1
Réseaux France	216	306	-29,4%
Réseaux Internationaux	118	196	-39,8%
Services Financiers	31	152	-79,6%
Gestions d'Actifs et Services aux Investisseurs	18	(28)	n/s
dont Gestion d'actifs	(26)	(135)	+80,7%
dont Banque privée	37	58	-36,2%
dont Services aux investisseurs, Brokers et Epargne en ligne	7	49	-85,7%
Banque de Financement et d'Investissement	(414)	141	n/s
TOTAL METIERS	(31)	767	n/s
Gestion Propre	(247)	329	n/s
GROUPE	(278)	1 096	n/s

SERIES TRIMESTRIELLES DES RESULTATS PAR METIERS

(en millions d'euros)	2007 Bâle I - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2008 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2009 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)			
	1er	2ème	3ème	4ème	1er	2ème	3ème	4ème	1er	2ème	3ème	4ème
	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre
Réseaux France												
Produit net bancaire	1 736	1 789	1 746	1 787	1 741	1 758	1 774	1 906	1 732			
Frais de gestion	-1 145	-1 126	-1 108	-1 187	-1 175	-1 158	-1 140	-1 252	-1 167			
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	591	663	638	600	566	600	634	654	565			
Coût net du risque	-78	-78	-68	-105	-87	-98	-116	-193	-230			
<i>Résultat d'exploitation</i>	513	585	570	495	479	502	518	461	335			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	1	0	0	0	0	1	-1	0			
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	1	0	1	5	2	4	-3	2			
Charge fiscale	-176	-199	-192	-169	-165	-170	-178	-154	-114			
<i>Résultat net</i>	340	388	378	327	319	334	345	303	223			
Dont Intérêts minoritaires	13	19	14	12	13	14	10	13	7			
<i>Résultat net part du Groupe</i>	327	369	364	315	306	320	335	290	216			
Fonds propres moyens	5 965	6 155	6 335	6 456	5 005	5 218	5 310	5 324	5 282			
ROE (après impôt)	21,9%	24,0%	23,0%	19,5%	24,5%	24,5%	25,2%	21,8%	16,4%			
Réseaux Internationaux												
Produit net bancaire	763	860	871	950	1 123	1 215	1 303	1 349	1 161			
Frais de gestion	-465	-498	-494	-529	-649	-694	-668	-741	-663			
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	298	362	377	421	474	521	635	608	498			
Coût net du risque	-58	-53	-44	-49	-88	-78	-127	-207	-299			
<i>Résultat d'exploitation</i>	240	309	333	372	386	443	508	401	199			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	20	1	-2	9	-3	13	1	3	1			
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	8	11	8	9	4	1	2	1	2			
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	-300	0			
Charge fiscale	-64	-78	-82	-96	-80	-96	-107	-85	-40			
<i>Résultat net</i>	204	243	257	294	307	361	404	20	162			
Dont Intérêts minoritaires	60	75	85	92	111	121	147	95	44			
<i>Résultat net part du Groupe</i>	144	168	172	202	196	240	257	-75	118			
Fonds propres moyens	1 701	1 796	1 917	2 025	2 741	2 703	2 943	3 052	3 074			
ROE (après impôt)	33,9%	37,4%	35,9%	39,9%	28,6%	35,5%	34,9%	n/s	15,4%			
Services Financiers												
Produit net bancaire	645	688	707	798	771	820	801	709	737			
Frais de gestion	-344	-372	-375	-435	-428	-455	-454	-458	-430			
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	301	316	332	363	343	365	347	251	307			
Coût net du risque	-84	-86	-102	-102	-113	-134	-149	-191	-234			
<i>Résultat d'exploitation</i>	217	230	230	261	230	231	198	60	73			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	1	0	0	0	-1	0	0	0			
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-2	-3	-1	-1	-3	8	-2	-24	-19			
Charge fiscale	-73	-77	-78	-87	-71	-70	-60	-19	-21			
<i>Résultat net</i>	142	151	151	173	156	168	136	17	33			
Dont Intérêts minoritaires	4	4	4	5	4	4	5	5	2			
<i>Résultat net part du Groupe</i>	138	147	147	168	152	164	131	12	31			
Fonds propres moyens	3 560	3 681	3 779	3 884	3 709	3 812	3 986	4 016	4 052			
ROE (après impôt)	15,5%	16,0%	15,6%	17,3%	16,4%	17,2%	13,1%	1,2%	3,1%			

	2007 Bâle I - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2008 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2009 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)			
	1er	2ème	3ème	4ème	1er	2ème	3ème	4ème	1er	2ème	3ème	4ème
	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre
Gestions d'Actifs et Services aux Investisseurs												
Produit net bancaire	919	1 116	854	852	600	873	747	598	652			
Frais de gestion	-649	-677	-638	-744	-654	-663	-640	-673	-611			
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	270	439	216	108	-54	210	107	-75	41			
Coût net du risque	-1	-5	-2	-33	0	-2	-12	-39	-17			
<i>Résultat d'exploitation</i>	269	434	214	75	-54	208	95	-114	24			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	-2	-4	0	1	-1	0	0			
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Charge fiscale	-83	-136	-64	-12	26	-63	-25	50	-2			
<i>Résultat net</i>	186	298	148	59	-28	146	69	-64	22			
Dont Intérêts minoritaires	10	9	11	9	0	7	0	6	4			
<i>Résultat net part du Groupe</i>	176	289	137	50	-28	139	69	-70	18			
Fonds propres moyens	1 239	1 282	1 456	1 550	1 816	1 543	1 472	1 434	1 332			
ROE (après impôt)	56,8%	90,2%	37,6%	12,9%	n/s	36,0%	18,8%	n/s	5,4%			
dont Gestion d'actifs												
Produit net bancaire	340	345	243	191	-13	269	184	-15	137			
Frais de gestion	-212	-226	-176	-227	-201	-204	-190	-197	-178			
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	128	119	67	-36	-214	65	-6	-212	-41			
Coût net du risque	0	0	0	-4	0	0	2	-10	2			
<i>Résultat d'exploitation</i>	128	119	67	-40	-214	65	-4	-222	-39			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	-2	-4	0	0	0	0	0			
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Charge fiscale	-43	-41	-22	15	71	-21	0	74	14			
<i>Résultat net</i>	85	78	43	-29	-143	44	-4	-148	-25			
Dont Intérêts minoritaires	3	1	3	1	-8	1	1	1	1			
<i>Résultat net part du Groupe</i>	82	77	40	-30	-135	43	-5	-149	-26			
Fonds propres moyens	277	302	404	502	879	655	526	505	466			
ROE (après impôt)	118,4%	102,0%	39,6%	n/s	n/s	26,3%	n/s	n/s	n/s			
dont Banque privée												
Produit net bancaire	191	198	201	233	213	201	197	223	196			
Frais de gestion	-118	-126	-130	-157	-133	-133	-135	-138	-131			
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	73	72	71	76	80	68	62	85	65			
Coût net du risque	0	-1	0	0	-1	-1	-10	-20	-17			
<i>Résultat d'exploitation</i>	73	71	71	76	79	67	52	65	48			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Charge fiscale	-17	-15	-17	-14	-18	-16	-11	-9	-11			
<i>Résultat net</i>	56	56	54	62	61	51	41	56	37			
Dont Intérêts minoritaires	3	3	3	4	3	2	-5	0	0			
<i>Résultat net part du Groupe</i>	53	53	51	58	58	49	46	56	37			
Fonds propres moyens	396	410	435	466	336	380	423	422	389			
ROE (après impôt)	53,5%	51,7%	46,9%	49,8%	69,0%	51,6%	43,5%	53,1%	38,0%			
dont Services aux investisseurs, Brokers et Epargne en ligne												
Produit net bancaire	388	573	410	428	400	403	366	390	319			
Frais de gestion	-319	-325	-332	-360	-320	-326	-315	-338	-302			
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	69	248	78	68	80	77	51	52	17			
Coût net du risque	-1	-4	-2	-29	1	-1	-4	-9	-2			
<i>Résultat d'exploitation</i>	68	244	76	39	81	76	47	43	15			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	0	0	0	1	-1	0	0			
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Charge fiscale	-23	-80	-25	-13	-27	-26	-14	-15	-5			
<i>Résultat net</i>	45	164	51	26	54	51	32	28	10			
Dont Intérêts minoritaires	4	5	5	4	5	4	4	5	3			
<i>Résultat net part du Groupe</i>	41	159	46	22	49	47	28	23	7			
Fonds propres moyens	566	570	617	582	601	508	523	507	477			
ROE (après impôt)	29,0%	111,6%	29,8%	15,1%	32,6%	37,0%	21,4%	18,1%	5,9%			

	2007 (a) Bâle I - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2008 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2009 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)			
	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre
Banque de Financement et d'Investissement												
Produit net bancaire	1 947	2 077	1 159	-661	1 556	655	643	1 136	841			
Frais de gestion	-1 081	-1 112	-743	-489	-987	-942	-765	-737	-911			
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>866</i>	<i>965</i>	<i>416</i>	<i>-1 150</i>	<i>569</i>	<i>-287</i>	<i>-122</i>	<i>399</i>	<i>-70</i>			
Coût net du risque	29	31	-9	5	-312	-72	-270	-356	-567			
<i>Résultat d'exploitation hors perte nette sur activités de marché non autorisées et dissimulées</i>	<i>895</i>	<i>996</i>	<i>407</i>	<i>-1 145</i>	<i>257</i>	<i>-359</i>	<i>-392</i>	<i>43</i>	<i>-637</i>			
Perte nette sur activités de marché non autorisées et dissimulées	0	0	0	-4 911	0	0	0	0	0			
<i>Résultat d'exploitation y compris perte nette sur activités de marché non autorisées et dissimulées</i>	<i>895</i>	<i>996</i>	<i>407</i>	<i>-6 056</i>	<i>257</i>	<i>-359</i>	<i>-392</i>	<i>43</i>	<i>-637</i>			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	-1	2	24	-2	8	5	0	0			
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	6	2	6	5	0	0	0	0	0			
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Charge fiscale	-233	-274	-101	2 109	-114	173	148	25	228			
<i>Résultat net</i>	<i>669</i>	<i>723</i>	<i>314</i>	<i>-3 918</i>	<i>141</i>	<i>-178</i>	<i>-239</i>	<i>68</i>	<i>-409</i>			
Dont Intérêts minoritaires	3	2	4	0	0	2	1	3	5			
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>666</i>	<i>721</i>	<i>310</i>	<i>-3 918</i>	<i>141</i>	<i>-180</i>	<i>-240</i>	<i>65</i>	<i>-414</i>			
Fonds propres moyens	5 303	5 731	5 888	5 811	7 097	7 580	7 420	7 379	7 858			
ROE (après impôt)	50,2%	50,3%	21,1%	n/s	7,9%	n/s	n/s	3,5%	n/s			
Banque de Financement et d'Investissement (hors coven)												
Produit net bancaire	1 947	2 077	1 159	-661	1 556	655	643	1 136	841			
<i>Financement et Conseil</i>	<i>354</i>	<i>449</i>	<i>375</i>	<i>681</i>	<i>953</i>	<i>-118</i>	<i>497</i>	<i>2203</i>	<i>31</i>			
<i>Taux, Change et Matières Premières</i>	<i>525</i>	<i>584</i>	<i>105</i>	<i>-2099</i>	<i>-145</i>	<i>58</i>	<i>-372</i>	<i>-471</i>	<i>-22</i>			
<i>Actions</i>	<i>1068</i>	<i>1044</i>	<i>679</i>	<i>757</i>	<i>748</i>	<i>715</i>	<i>518</i>	<i>-596</i>	<i>832</i>			
Frais de gestion	-1 081	-1 112	-743	-489	-987	-942	-765	-737	-911			
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>866</i>	<i>965</i>	<i>416</i>	<i>-1 150</i>	<i>569</i>	<i>-287</i>	<i>-122</i>	<i>399</i>	<i>-70</i>			
Coût net du risque	29	31	-9	5	-312	-72	-270	-356	-567			
<i>Résultat d'exploitation hors perte nette sur activités de marché non autorisées et dissimulées</i>	<i>895</i>	<i>996</i>	<i>407</i>	<i>-1 145</i>	<i>257</i>	<i>-359</i>	<i>-392</i>	<i>43</i>	<i>-637</i>			
Perte nette sur activités de marché non autorisées et dissimulées	0	0	0	-4 911	0	0	0	0	0			
<i>Résultat d'exploitation y compris perte nette sur activités de marché non autorisées et dissimulées</i>	<i>895</i>	<i>996</i>	<i>407</i>	<i>-6 056</i>	<i>257</i>	<i>-359</i>	<i>-392</i>	<i>43</i>	<i>-637</i>			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	-1	2	24	-2	8	5	0	0			
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	6	2	6	5	0	0	0	0	0			
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Charge fiscale	-233	-274	-101	2 109	-114	173	148	25	228			
<i>Résultat net</i>	<i>669</i>	<i>723</i>	<i>314</i>	<i>-3 918</i>	<i>141</i>	<i>-178</i>	<i>-239</i>	<i>68</i>	<i>-409</i>			
Dont Intérêts minoritaires	3	2	4	0	0	2	1	3	5			
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>666</i>	<i>721</i>	<i>310</i>	<i>-3 918</i>	<i>141</i>	<i>-180</i>	<i>-240</i>	<i>65</i>	<i>-414</i>			
Fonds propres moyens	5 303	5 731	5 888	5 811	7 097	7 580	7 420	7 379	7 858			
ROE (après impôt)	50,2%	50,3%	21,1%	n/s	7,9%	n/s	n/s	3,5%	n/s			
Gestion Propre												
Produit net bancaire	36	92	38	154	-112	263	-160	-203	-210			
Frais de gestion	-14	-32	-16	-32	-12	-45	-30	-108	5			
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>22</i>	<i>60</i>	<i>22</i>	<i>122</i>	<i>-124</i>	<i>218</i>	<i>-190</i>	<i>-311</i>	<i>-205</i>			
Coût net du risque	0	5	-1	-17	2	-3	-13	3	-7			
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>22</i>	<i>65</i>	<i>21</i>	<i>105</i>	<i>-122</i>	<i>215</i>	<i>-203</i>	<i>-308</i>	<i>-212</i>			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	4	-1	-16	611	14	12	-28	2			
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-1	-2	-1	-2	-1	-4	-2	4	-1			
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Charge fiscale	16	45	33	-211	-115	-206	-111	232	9			
<i>Résultat net</i>	<i>37</i>	<i>112</i>	<i>52</i>	<i>-124</i>	<i>373</i>	<i>19</i>	<i>-304</i>	<i>-100</i>	<i>-202</i>			
Dont Intérêts minoritaires	57	62	59	44	44	58	65	35	45			
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>-20</i>	<i>50</i>	<i>-7</i>	<i>-168</i>	<i>329</i>	<i>-39</i>	<i>-369</i>	<i>-135</i>	<i>-247</i>			

(a) : Données publiées non retraitées des conséquences comptables des opérations fictives enregistrées en 2007 sur activités de marché non autorisées et dissimulées.

Groupe	2007 (a) Bâle I - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2008 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2009 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)			
	1er	2ème	3ème	4ème	1er	2ème	3ème	4ème	1er	2ème	3ème	4ème
	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre
Produit net bancaire	6 046	6 622	5 375	3 880	5 679	5 584	5 108	5 495	4 913			
Frais de gestion	-3 698	-3 817	-3 374	-3 416	-3 905	-3 957	-3 697	-3 969	-3 777			
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>2 348</i>	<i>2 805</i>	<i>2 001</i>	<i>464</i>	<i>1 774</i>	<i>1 627</i>	<i>1 411</i>	<i>1 526</i>	<i>1 136</i>			
Coût net du risque	-192	-186	-226	-301	-598	-387	-687	-983	-1 354			
<i>Résultat d'exploitation hors perte nette sur activités de marché non autorisées et dissimulées</i>	<i>2 156</i>	<i>2 619</i>	<i>1 775</i>	<i>163</i>	<i>1 176</i>	<i>1 240</i>	<i>724</i>	<i>543</i>	<i>-218</i>			
Perte nette sur activités de marché non autorisées et dissimulées	0	0	0	-4 911	0	0	0	0	0			
<i>Résultat d'exploitation y compris perte nette sur activités de marché non autorisées et dissimulées</i>	<i>2 156</i>	<i>2 619</i>	<i>1 775</i>	<i>-4 748</i>	<i>1 176</i>	<i>1 240</i>	<i>724</i>	<i>543</i>	<i>-218</i>			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	24	6	-3	13	606	35	18	-26	3			
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	11	9	12	12	5	7	2	-22	-16			
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	-300	0			
Charge fiscale	-613	-719	-484	1 534	-519	-432	-333	49	60			
<i>Résultat net</i>	<i>1 578</i>	<i>1 915</i>	<i>1 300</i>	<i>-3 189</i>	<i>1 268</i>	<i>850</i>	<i>411</i>	<i>244</i>	<i>-171</i>			
Dont Intérêts minoritaires	147	171	177	162	172	206	228	157	107			
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>1 431</i>	<i>1 744</i>	<i>1 123</i>	<i>-3 351</i>	<i>1 096</i>	<i>644</i>	<i>183</i>	<i>87</i>	<i>-278</i>			
Fonds propres moyens	23 268	23 725	24 321	23 410	25 431	29 029	29 611	29 630	29 274			
ROE (après impôt)	24,4%	28,9%	18,0%	n/s	16,8%	8,3%	1,7%	0,4%	n/s			

(a) : Données publiées non retraitées des conséquences comptables des opérations fictives enregistrées en 2007 sur activités de marché non autorisées et dissimulées.

ANNEXE 2 : NOTES METHODOLOGIQUES

1- Les comptes consolidés du Groupe au 31 mars 2009 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 6 mai 2009

Les éléments financiers présentés au titre du premier trimestre 2009 et les informations comparatives au titre de l'exercice 2008 ont été établis en appliquant les principes et méthodes comptables conformes au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicables à ces dates.

2- Le ROE du Groupe est calculé sur la base des fonds propres moyens, c'est-à-dire des capitaux propres moyens part du Groupe en IFRS, en excluant (i) les gains ou pertes latents ou différés directement enregistrés en capitaux propres hors réserves de conversion, (ii) les titres super-subordonnés (« TSS »), (iii) les titres subordonnés à durée indéterminée (« TSDI ») reclassés en capitaux propres et en déduisant (iv) les intérêts à verser aux porteurs des TSS et aux porteurs des TSDI reclassés. Le résultat pris en compte pour calculer le ROE est déterminé sur la base du résultat net part du Groupe en déduisant les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de titres super-subordonnés sur la période et, depuis 2006, aux porteurs des TSDI reclassés (soit 81 millions d'euros au premier trimestre 2009).

3- Le bénéfice net par action est le rapport entre (i) le résultat net part du Groupe de la période déduction faite (à partir de 2005) des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de TSS (74 millions d'euros au premier trimestre 2009) et, à partir de 2006, des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs des TSDI reclassés de dettes à capitaux propres (7 millions d'euros au premier trimestre 2009) et (ii) le nombre moyen de titres en circulation, hors actions propres et d'auto-contrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenues par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

4- L'actif net correspond aux capitaux propres part du Groupe, déduction faite (i) des TSS (6,4 milliards d'euros), des TSDI reclassés (0,8 milliard d'euros) et (ii) des intérêts à verser aux porteurs de TSS et aux porteurs de TSDI, mais réintégrant la valeur comptable des actions de trading détenues par le Groupe et des actions en solde du contrat de liquidité. Le nombre d'actions pris en compte est le nombre d'actions émises au 31 mars 2009, hors actions propres et d'auto-contrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenues par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

5- A compter du 1^{er} janvier 2009, l'ensemble des filiales immobilières précédemment rattachées à la Banque de Financement et d'Investissement (Financement et Conseil), à l'exception d'ODIPROM, rejoignent les Réseaux France. Les entités transférées sont notamment GENEFIM, SOGEPROM et GENEFIMMO ainsi que leurs filiales respectives. Cette évolution traduit la volonté du Groupe de cibler l'ensemble de ses offres au sein de chaque métier, à ses clients les plus directs. Ce nouveau rattachement ne modifie pas l'organisation et le fonctionnement de ces entités. Les éléments de résultats trimestriels 2008 de cette activité, selon le référentiel Bâle I, sont présentés ci-dessous.

	T1-08	T2-08	T3-08	T4-08
Produit net bancaire	21	24	16	12
Frais de gestion	-14	-12	-12	-9
Résultat brut d'exploitation	7	12	4	3
Résultat net part du Groupe	7	4	5	-7

ANNEXE 3 : EFFETS DES ELEMENTS NON RECURRENTS SUR LE RESULTAT AVANT IMPOT

M EUR		T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09	2007	2008
Eléments non récurrents en PNB	Réseaux France	-	-	-	72	-	36	72
	Plus-value Euronext et Visa	-	-	-	72	-	36	72
	Réseaux Internationaux	-	-	75	-59	-	-	16
	Plus-value Asiban	-	-	75	-	-	-	75
	Dépréciation des titres AFS	-	-	-	-59	-	-	-59
	Gestions d'Actifs et Services aux Investisseurs	-274	-	-12	-49	-22	-67	-335
	Gestion d'actifs	-274	-	-12	-49	-22	-232	-335
	Soutien à la liquidité de certains fonds	-274	-	-	-16	-19	-232	-290
	Impact Lehman	-	-	-12	-	-	-	-12
	Impact Madoff	-	-	-	-5	-	-	-5
	Dépréciation des titres AFS	-	-	-	-28	-3	-	-28
	Banque privée	-	-	-	-	-	1	-
	Plus-value Euronext	-	-	-	-	-	1	-
	SGSS, Brokers et Epargne en ligne	-	-	-	-	-	164	-
	Plus-value Euronext SGSS	-	-	-	-	-	159	-
	Plus-value Euronext Fimat	-	-	-	-	-	5	-
	Banque de Financement et d'Investissement	31	-1 240	-1 118	825	-1 847	-2 348	-1 502
	Actions	200	-68	-152	-89	211	178	-109
	Plus-value Euronext	-	-	-	-	-	34	-
	Réévaluation des passifs financiers + Actions propres	200	-68	7	-83	211	144	56
	Impact Lehman	-	-	-159	-	-	-	-159
	Impact Banques islandaises	-	-	-	-6	-	-	-6
	Taux, Change et Matières Premières	-868	-678	-1 162	-752	-1 591	-2 724	-3 460
	Réévaluation des passifs financiers	323	-79	61	-22	-79	89	283
	Pertes et décotes sur dérivés de crédit exotiques	-417	-372	-370	367	-364	-209	-792
	Décote sur CDO non couverts	-350	-20	315	-64	-116	-1 249	-119
	Décote sur monolines	-203	-98	-453	-328	-609	-947	-1 082
	Décote sur RMBS	-43	-15	-	-7	12	-325	-65
	Décote sur portefeuille d'ABS vendu par SGAM	-166	-84	-382	-578	-193	-116	-1 210
	Réserves CDPC	-	-17	-39	-61	-257	-	-117
	Décote / Reprise sur SIV PACE	-12	7	-57	32	15	-49	-30
	Plus-value Ice	-	-	-	-	-	82	-
Impact Lehman	-	-	-223	-23	-	-	-246	
Impact Banques islandaises	-	-	-14	-68	-	-	-82	
Financement et Conseil	699	-494	196	1 666	-467	198	2 067	
Mark to Market des CDS	743	-501	262	1 608	-472	266	2 112	
Décote / Reprise sur Transactions NIG en cours de syndication	-44	7	-13	6	5	-68	-44	
Impact Lehman	-	-	-53	14	0	-	-39	
Impact Banques islandaises	-	-	-	38	0	-	38	
Gestion Propre	-	306	-142	-101	-78	-	63	
Réévaluation des passifs financiers du Crédit du Nord	-	44	-	-16	-7	-	28	
Plus-value Muscat	-	262	-	-	-	-	262	
Dépréciation du portefeuille de participation	-	-	-142	-85	-71	-	-227	
Total impact PNB GROUPE	-243	-934	-1 197	688	-1 947	-2 379	-1 686	
M EUR		T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09	2007	2008
Total impact PNB GROUPE		-243	-934	-1 197	688	-1 947	-2 379	-1 686
Coût net du risque	Banque privée	-	-	-10	-	-	-	-10
	Dotation sur Washington Mutual	-	-	-10	-	-	-	-10
	Banque de Financement et d'Investissement	-292	-3	-40	-57	-135	-	-392
	Dotations sur quelques dossiers	-282	-	-40	-53	-12	-	-375
Dépréciation durable sur RMBS US	-10	-3	-	-4	-65	-	-17	
Impact des actifs transférés en L&R	-	-	-	-	-58	-	-	
Dépréciation des écarts d'acquisition	Réseaux Internationaux	-	-	-	-300	-	0	-300
	Dépréciation des écarts d'acquisition	-	-	-	-300	-	-	-300
Perte nette	Banque de Financement et d'Investissement	-	-	-	-	-	-4 911	0
	Perte nette sur activités de marché non autorisées et dissimulées	-	-	-	-	-	-4 911	-
Gain net sur autres actifs	Gestion Propre	602	-	-	-	-	-	602
	Plus-value sur Fimat	602	-	-	-	-	-	602
Total impact GROUPE		67	-937	-1 247	331	-2 082	-7 290	-1 786

4.2 GESTION DES RATIOS PRUDENTIELS

Dans le cadre de la gestion de ses ratio prudentiels, Société Générale a émis une obligation subordonnée à durée indéterminée (TSS) remboursable par anticipation à la fin de la cinquième année sous forme de placements privés à taux variable libellée en USD pour un montant de 450 M USD.

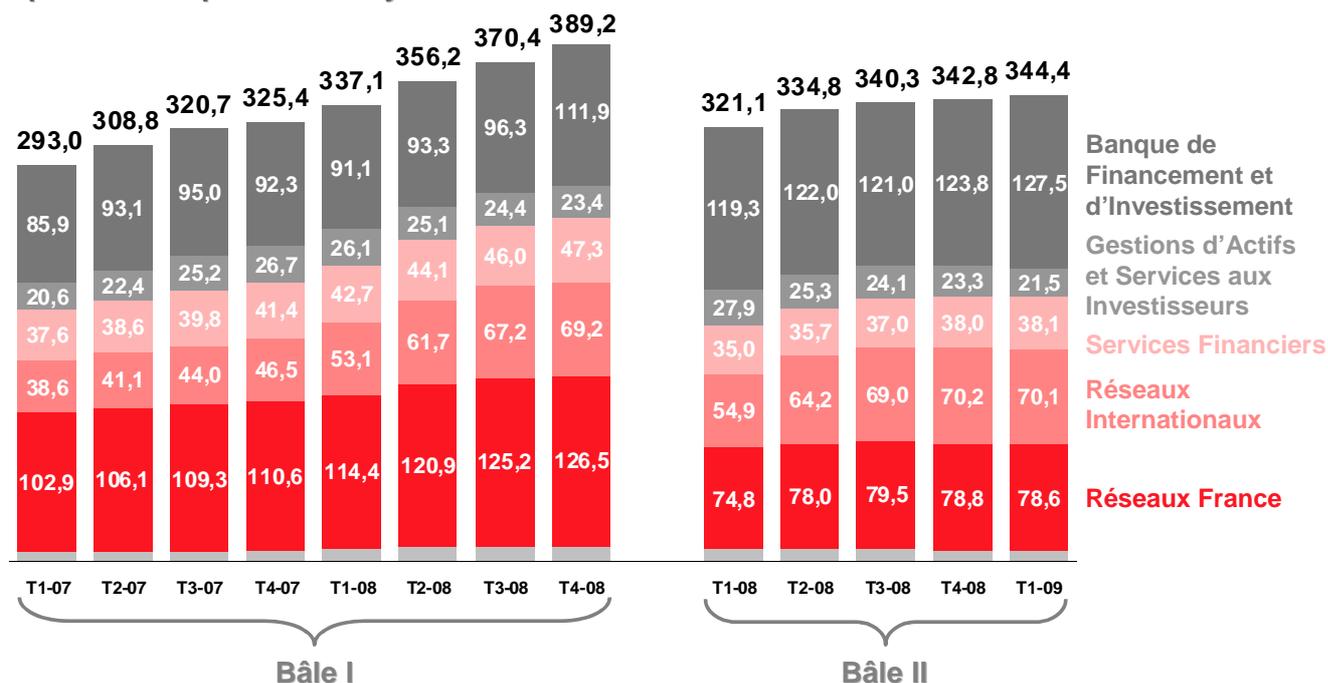
4.3 MISE EN PLACE DE LA REFORME BALE II (DONNEES NON AUDITEES)

4.3.1 BALE II AU 31 MARS 2009

- Extrait de la présentation du 7 mai 2009 : Résultats du premier trimestre 2009 (et annexes)

Evolution des encours pondérés (Bâle I & II)

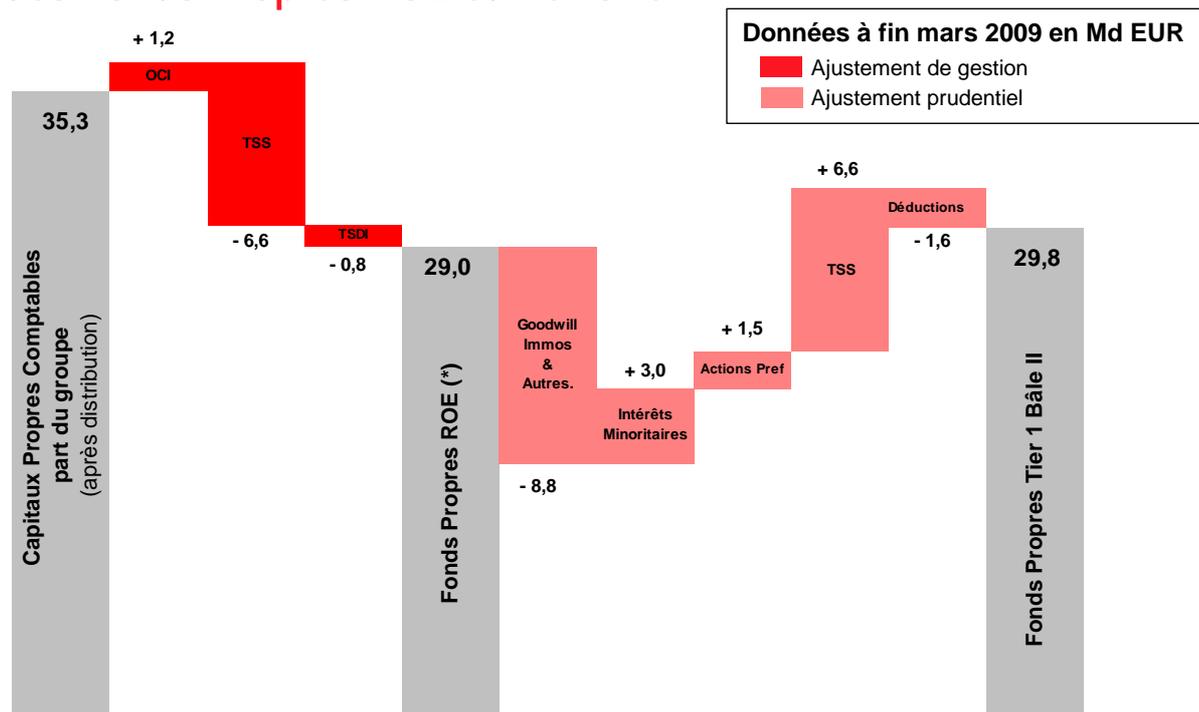
Equivalent risque crédit moyen en Md EUR



Encours pondérés des risques Bâle II (en Md EUR)

	Crédit	Marché	Opérationnel	Total
Réseaux France	76,1	0,1	2,8	78,9
Réseaux Internationaux	66,7	0,3	2,9	70,0
Services Financiers	36,0	0,0	1,9	37,9
Gestions d'Actifs et Services aux Investisseurs	14,8	1,1	4,6	20,5
Banque de Financement et d'Investissement	79,0	17,7	30,1	126,8
Gestion Propre	4,1	0,4	4,5	9,1
Total Groupe	276,7	19,7	46,8	343,2

Calcul des Fonds Propres ROE et Tier One



(*) Données fin de période ; le ROE est calculé à partir de la moyenne des fonds propres fin de période

Ratio Tier 1 Bâle II de 8,7% : un Groupe solide

■ Stabilité des encours pondérés par rapport à fin 2008

- ▶ Croissance des encours de crédits en France
- ▶ Forte baisse des encours de marché liée à la poursuite de la politique de réduction des risques

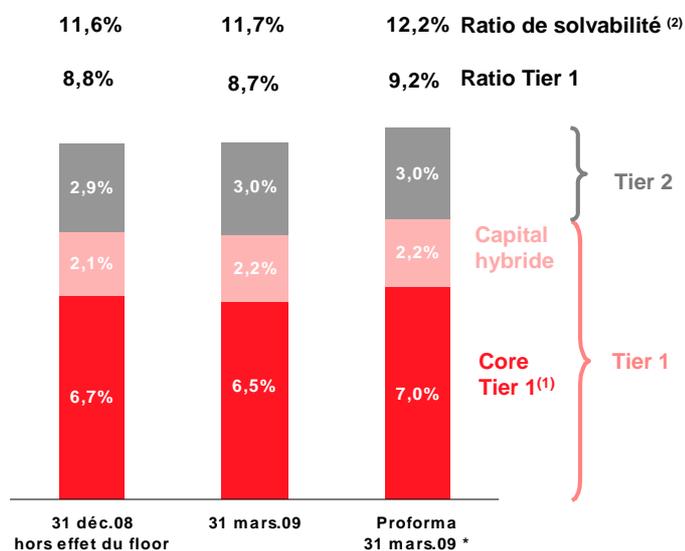
■ Ratio Tier 1 de 8,7% et Ratio Core Tier 1 de 6,5% à fin mars 2009

■ Décision d'émettre la 2nde tranche de 1,7 Md EUR souscrite par l'Etat

- ▶ Tier 1 proforma de 9,2%
 - Actions de préférence* : Core Tier 1 de 7,0%

■ Bonne capacité de résistance à un stress de crédit sévère

Evolution du Ratio Tier 1 Bâle II



* Proforma 2nde tranche d'Etat, avec émission d'actions de préférence - sous réserve d'approbation par l'AG du 19 mai 2009

(1) Core Tier 1 : Tier 1 - Capital hybride

(2) Ratio de solvabilité : Tier 1 + Tier 2 - déductions prudentielles

4.4 OPERATION EN COURS : AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE AUX SALARIES

Le 23 avril 2009, le Conseil d'administration a décidé une augmentation de capital portant sur un maximum de 11.665.416 actions réservées aux salariés et anciens salariés adhérents des plans d'épargne du Groupe Société Générale. La souscription sera ouverte du 15 mai au 29 mai 2009. La réalisation de l'augmentation de capital est prévue le 9 juillet 2009 au plus tard. Le document d'information y référant est en ligne sur le site socgen.com. en information réglementée.

V. CHAPITRE 12 : RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE

5.1 RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE

M. Frédéric OUDEA, Directeur Général de la Société Générale

5.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence 2009 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence, de son rectificatif et de l'actualisation A-01.

Les informations financières historiques présentées dans le document de référence 2009 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 310 à 311 et 382 à 383 du document de référence 2009, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2006 et 2007, respectivement en pages 246 à 247 et 301 à 302 du document de référence 2007 et en pages 266 à 267 et 330 à 331 du document de référence 2008. Les rapports des contrôleurs légaux référant aux comptes sociaux et consolidés 2008, aux comptes sociaux et consolidés 2007 et aux comptes sociaux 2006 contiennent des observations.

Fait à Paris, le 12 mai 2009



M. Frédéric OUDEA
Directeur Général de la Société Générale

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Nom : Cabinet Ernst & Young Audit

représenté par M. Philippe Peuch-Lestrade

Adresse : Faubourg de l'Arche – 11, allée de l'Arche – 92037 Paris – La Défense

Début du 1^{er} mandat : 18 avril 2000

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Nom : Société Deloitte et Associés

représentée par M. José-Luis Garcia

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle – B.P. 136 – 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Début du 1^{er} mandat : 18 avril 2003

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS

Nom : M. Robert Gabriel GALET

Adresse : Faubourg de l'Arche – 11, allée de l'Arche – 92037 Paris – La Défense

Date de nomination : 30 mai 2006

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Nom : M. Alain PONS

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle – B.P. 136 – 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Début de nomination : 18 avril 2003

Durée du mandat en cours : 6 exercices

VI. CHAPITRE 13 : TABLE DE CONCORDANCE

Rubriques	<i>Document de référence 2009</i>	<i>Première actualisation</i>
1. PERSONNES RESPONSABLES	408	54
2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	409	55
3. INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES		
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur pour chaque exercice		
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires		
4. FACTEURS DE RISQUE	148 – 150 ; 154 – 193	17-24 ; 50-52
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR		
5.1. Histoire et évolution de la société	2 ; 392	
5.2. Investissements	53 – 54 ; 309	
6. APERÇU DES ACTIVITÉS		
6.1. Principales activités	4 – 13 ; 51 – 52	3-6 ; 13
6.2. Principaux marchés	305 – 308	7-12
6.3. Événements exceptionnels	NA	
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	188 – 190	
6.5. Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	Sommaire	Sommaire
7. ORGANIGRAMME		
7.1. Description sommaire du groupe	2 ; 26 – 27	
7.2. Liste des filiales importantes	33 – 48 ; 294 – 304 ; 364 – 380	
8. PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS		
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	62	
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	138 – 140	
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT		
9.1. Situation financière	49 – 50 ; 58 – 61	
9.2. Résultat d'exploitation	30 ; 33 – 48	
10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX		
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	198 – 200	
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	201	
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	49 – 50 ; 61	50
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	385	
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 et 8.1	50	
11. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES		
12. INFORMATION SUR LES TENDANCES	55	
13. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE		
14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE		
14.1. Conseil d'administration et direction générale	64 – 78	14-15
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale	69	
15. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES		
15.1. Montant de la rémunération versée et les avantages en nature	85 – 101	15-16
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	292 – 293	

Rubriques	Document de référence 2009	Première actualisation
16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION		
16.1. Date d'expiration du mandat actuel	64 – 74	15
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	69	
16.3. Informations sur le comité de l'audit et le comité de rémunération de l'émetteur	79 – 84	
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	79	
17. SALARIÉS		
17.1. Nombre de salariés	124 – 125	
17.2. Participations et stock options des administrateurs	64 – 67 ; 85 – 104	
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	128 – 129	
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES		
18.1. Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote	23	
18.2. Droits de vote différents des actionnaires sus-visés	23 ; 385	
18.3. Contrôle de l'émetteur	23	
18.4. Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	NA	
	292 – 293 ; 364 – 380 ; 405 – 406	
19. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS		
20. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR		
20.1. Informations financières historiques	196 – 308 ; 313 – 380 ; 412	
20.2. Informations financières pro forma	NA	
20.3. États financiers	196 – 308 ; 313 – 380	
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	310 – 311 ; 382 – 383	
20.5. Date des dernières informations financières	196 ; 313	
20.6. Informations financières intermédiaires	NA	25-49
20.7. Politique de distribution des dividendes	18 – 19	
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	188 – 190	
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	309	
21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES		
21.1. Capital social	21 – 23 ; 384 – 386	53
21.2. Acte constitutif et statuts	392 – 399	
22. CONTRATS IMPORTANTS	55 ; 62	
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS		
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	393 – 394	
	26 – 27 ; 294 – 304 ; 364 – 380	
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS		